

Que Dieu préserve la Corée du Déluge

Rencontre avec des protestants qui soutiennent Yoon Seok-yeol

Adrian Gasser



Le pari maccarthyste de Yoon Seok-yeol

Le 3 décembre 2024 à 23 heures, le président sud-coréen Yoon Seok-yeol a décrété la loi martiale lors d'une allocution télévisée. Aux yeux du chef de l'État, son instauration était devenue inévitable pour protéger la « Corée du Sud libérale » des tentatives de déstabilisation perpétrées par la Corée du Nord et ses partisans dissimulés en Corée du Sud. Bien que les relations diplomatiques avec Pyongyang soient catastrophiques depuis la rupture des négociations en 2020, année où la Corée du Nord a fait bombarder le bureau de liaison intercoréen à la frontière¹, le chef de l'État a à peine abordé le risque d'escalade militaire avec le Nord. Dans son discours, il a essentiellement mis l'accent sur la menace intérieure. Selon lui, celle-ci provenait « d'éléments antiétatiques pro-Pyongyang », c'est-à-dire des parlementaires du Parti d'opposition démocrate (ou *Minjudang*, parti de centre-gauche de tendance libérale)². Pour le président, ces « criminels » étaient littéralement responsables d'avoir plongé le pays dans une « dictature parlementaire », d'avoir étouffé la liberté des citoyens et organisé une « rébellion intérieure ». Il a ainsi justifié la nécessité de les « éliminer » afin de restaurer l'ordre en Corée du Sud³.

Impopulaire en raison de son inflexibilité, de son népotisme, de sa politique libérale et de sa posture répressive à l'égard de la presse⁴, M. Yoon connaissait une présidence

¹ Selon Kang In-cheol, le lancement de tracts de propagande anticomuniste par des activistes et des groupes protestants (notamment *Voice of the Martyrs Korea*) de l'autre côté de la frontière aurait servi de prétexte à Pyongyang pour interrompre les pourparlers avec Séoul : Kang, In-cheol, « Les évangéliques sud-coréens dans l'arène politique », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2020.

² Bien qu'il soit régulièrement qualifié de parti communiste par les conservateurs du Parti Pouvoir au Peuple, le Parti démocrate de Corée est structuré autour d'un agenda politique modérément redistributif et économiquement libéral, au point qu'il est souvent comparé au parti conservateur allemand, la CDU. Conciliant à l'égard des conglomérats industriels *chaebols*, véritables locomotives du modèle exportateur sud-coréen (LG, Samsung, Hyundai et SK représentaient 40 % du PIB en 2023), le Parti démocrate a pris des mesures de dérégulation du marché du travail depuis la crise financière asiatique (1997) afin de relancer une économie extrêmement dépendante des *chaebols*. Rassemblant diverses tendances politiques libérales unies dans le rejet du parti conservateur et du rapprochement géopolitique avec les USA et le Japon, le *Minjudang* se distingue profondément des autres partis progressistes minoritaires à l'Assemblée nationale (Green Party, Progressive Party, Labor Party et le Justice Party), dont certains ont refusé de s'allier avec le Parti démocrate, qu'ils considèrent comme « pro-capitaliste ». Ces partis progressistes, plus proches des syndicats et des mouvements ouvriers, militent pour une amélioration substantielle des aides sociales et des droits des travailleurs, pour une politique environnementale et une régulation du système productif ainsi que pour une meilleure inclusion des minorités sociales. Voir notamment : Hwang, Juneseo, « Liminal Space for Progressive Leftists in South Korea's Bipartisan Politics After the 2024 General Election », *Journal of Contemporary Asia*, vol. 54, n° 6, 2024, pp. 1-11.

³ Le discours complet du président Yoon a été traduit et publié par le quotidien *Korea JoongAng Daily* : « Transcript of President Yoon Suk-yeol's speech to declare emergency martial law », *Korea JoongAng Daily*, 4 décembre 2024.

⁴ Bien que la liberté de la presse soit théoriquement garantie par la Constitution, de nombreux journalistes sont intimidés dès qu'ils publient un article jugé trop critique contre le gouvernement ou les conglomérats *chaebols*. Tandis que le gouvernement met la pression sur les médias publics (MBC, KBS, etc.) via des procès

mouvementée avant même les événements du 3 décembre. Son mandat était régulièrement ponctué de scandales personnels, de débats houleux à l'Assemblée nationale et de blocages budgétaires, mais qui n'avaient toutefois rien d'exceptionnel. Structuré autour d'un exécutif fort et d'un mode de scrutin majoritaire où le vainqueur d'une élection remporte l'intégralité des sièges de la circonscription en jeu, le régime semi-présidentiel sud-coréen se caractérise par une très forte polarisation entre les deux principaux partis du pays. Afin de reprendre le contrôle d'une scène politique acquise à l'opposition démocrate, M. Yoon a eu recours à un état d'exception, suspendant les activités parlementaires et autorisant l'intervention de l'armée dans les sphères décisionnelle et médiatique. L'instauration de la loi martiale a représenté une rupture significative dans la pratique du pouvoir présidentiel en République de Corée, aucun président élu au suffrage universel depuis la transition démocratique de 1987 n'y ayant eu recours jusque-là⁵. Pour justifier ces mesures exceptionnelles, unanimement reconnues comme des violations de la constitution coréenne par la Cour constitutionnelle en avril 2025, le président a eu recours à une rhétorique sécuritaire, anticomuniste et répressive.

Dans les heures qui ont suivi l'allocution, une foule en colère s'est massée devant le parlement situé à Yeouido, un quartier huppé de Séoul. Malgré les frimas de la nuit, 16 000 personnes ont bravé le couvre-feu et fait face à 197 soldats de la 707^e unité, un bataillon des forces spéciales formé pour éliminer les chefs d'État de pays ennemi en cas de conflit. Exceptionnellement déployé ce soir-là, ce bataillon avait pour mission d'interdire l'accès à l'hémicycle. Accourus en urgence depuis leurs domiciles, les parlementaires de l'opposition sont parvenus à distancer les soldats et à escalader les murs d'enceinte de l'Assemblée, une prouesse athlétique qui leur a permis de voter la levée de la loi martiale. Désavoué par son propre camp, le Parti Pouvoir au Peuple (ou Parti conservateur), M. Yoon a fini par lever l'état d'exception aux aurores, sans toutefois renoncer à la présidence ni remettre en cause les justifications avancées pour suspendre les activités politiques.

Au cours des jours suivants, enquêtes policières et investigations journalistiques se sont multipliées pour tenter d'éclairer les intentions réelles du président. Sur les réseaux sociaux et les chaînes télévisées coréennes, le sujet a suscité les passions et nourri les

fondés sur les lois de diffamation et de sécurité nationale, les chaebols contrôlent les médias privés (*The Korea Herald*, *Hankyoreh*, *Kyunghyang*, etc.) en s'attaquant à leurs revenus publicitaires. Voir l'entretien mené par Frédéric Ojardias avec Choi Seung-ho, journaliste d'enquête indépendant chez *Newstapa* : Ojardias, Frédéric, *Les Sud-Coréens*, Éditions Ateliers Henry Dougier, 2017, pp. 49-51.

⁵ La Corée du Sud a été gouvernée par des régimes dictatoriaux entre 1948 et 1987, de manière quasi ininterrompue. Confronté à des manifestations démocratiques massives, le président militaire Chun Doo-hwan a accepté, le 29 juin 1987, d'instaurer le suffrage universel direct pour les élections présidentielles. La décision du président aurait été motivée, entre autres, par le risque de perdre le droit d'organiser les Jeux Olympiques de Séoul en 1988 et par le refus des États-Unis de soutenir une éventuelle répression militaire des manifestants. Avant M. Yoon en 2024, Chun Doo-hwan était le dernier chef d'État sud-coréen à avoir eu recours à la loi martiale, en 1980 : Guex, Samuel, *Au pays du matin calme : Nouvelle histoire de la Corée*, Éditions Flammarion, 2016, p. 243.

spéculations, les rumeurs et les théories complotistes⁶. Pour l'heure, si l'on se base sur les faits confirmés par plusieurs sources⁷, il apparaît clairement que la loi martiale avait été instaurée afin de réduire les rivaux politiques de M. Yoon au silence. En effet, l'armée avait non seulement été chargée d'arrêter les dirigeants des partis démocrates et conservateurs, respectivement M. Lee Jae-Myung et M. Han Dong-Hoon, mais elle avait également reçu l'autorisation de recourir à l'usage de la force lors de la confrontation avec les parlementaires.

Abasourdis par ce rappel des heures les plus sombres de la période dictatoriale, des centaines de milliers de personnes⁸ ont battu le pavé pour exiger le départ du président. Sur fond de musiques K-pop de groupes féminins ou de *minjung kayo*⁹, répertoires musicaux qui esthétisent la contestation et marquent l'appartenance aux « groupes progressistes »¹⁰, des manifestations spectaculaires ont rassemblé des citoyens ordinaires, des militants démocrates, des syndicalistes, des étudiants, des catholiques et des bouddhistes dans les rues de Séoul. Sous l'effet conjugué de la mobilisation citoyenne¹¹, de l'opportunisme

⁶ Pour illustrer la polyphonie qui régnait alors sur la péninsule, une rumeur prêtait à M. Yoon l'intention de faire assassiner des soldats américains stationnés en Corée du Sud, afin d'en imputer la responsabilité à la Corée du Nord et de contraindre Washington à entrer en guerre contre celle-ci : Mesmer, Philippe, « Le président sud-coréen, plus que jamais acculé, mise sur les complexités procédurales pour rester en fonctions », *Le Monde*, 13 décembre 2024 ; Park, Ju-hyun, « Was South Korea's coup an attempt to restart the Korean War? », *The People's Dispatch*, 13 décembre 2024.

⁷ Lambert, Renaud, « En Corée du Sud, un coup d'État révélateur », *Le Monde Diplomatique*, février 2025.

⁸ On estime qu'un tiers des manifestants était composé de femmes âgées de 20 à 30 ans, ce qui s'explique en partie par les politiques antiféministes mises en place par le gouvernement de M. Yoon, notamment par sa décision controversée de supprimer, en 2022, le ministère de l'Égalité des genres et de la Famille : Mesmer, Philippe, « In South Korea, young women spearhead protests against the president », *Le Monde*, 17 décembre 2024.

⁹ *Into the New World* (2007) de Girls' Generation est devenu un chant de ralliement lors des manifestations contre M. Yoon. Le *minjung kayo*, quant à lui, désigne les chants démocratiques composés dans les universités coréennes des années 1970, pendant la dictature de Park Chung-hee.

¹⁰ Fréquemment employé par la recherche universitaire et la presse politique, le terme de « progressiste » peut autant désigner le Parti démocrate et ses alliés, les militants LGBT, les mouvements ouvriers, les syndicats, voire n'importe quelle organisation rivale du Parti Pouvoir au Peuple, une commodité de langage qui a pour effet d'invisibiliser leurs divergences. Si ces différents groupes ont pour dénominateurs communs un fort engagement démocratique ainsi qu'une certaine propension à embrasser des politiques redistributives (qui varie en fonction des partis), ils demeurent profondément divisés sur leurs doctrines économiques, leurs politiques sociales et sur leurs stratégies électorales (Hwang, Juneseo, art. cit.). Voir également Namhee Lee qui souligne la dimension élitiste et universitaire de la tendance social-libérale aujourd'hui dominante : Lee, Namhee, *Memory construction and the politics of time in neoliberal South Korea*, Duke University Press, 2022, pp. 25-28.

¹¹ Corollaire du risque de guerre à la frontière intercoréenne, l'exécutif et les services secrets disposent d'importants pouvoirs depuis l'instauration de la République en 1948. En l'absence de mécanismes légaux, en dehors des élections, permettant aux citoyens de contester le gouvernement, les manifestations sont progressivement devenues un moyen courant d'influencer une politique publique ou une décision judiciaire.

électoral du *Minjudang* et de la défection décisive d'une poignée de parlementaires conservateurs, M. Yoon a été destitué par l'Assemblée nationale le 14 décembre, dix jours après avoir suspendu temporairement le fonctionnement des institutions démocratiques. Habilité à conduire l'enquête, le Bureau d'enquête sur la corruption des hauts fonctionnaires (CIO) a ensuite convoqué M. Yoon à trois reprises afin de l'interroger sur cette loi martiale éphémère, déjà qualifiée de « rébellion contre l'ordre constitutionnel et d'insurrection » par les juges du CIO. En ignorant ces convocations, M. Yoon a été accusé d'entrave à la justice et visé par un mandat d'arrêt le 31 décembre.



Un jeune partisan de Yoon Seok-yeol, démoralisé après l'annonce du verdict de la Cour constitutionnelle, le 4 avril 2025, boulevard Samil (Séoul) © Adrian Gasser, avril 2025.

Depuis la résidence présidentielle, où il était confiné depuis le 14 décembre, le chef de l'État déchu a décidé de jouer son va-tout. Retranché derrière ses avocats, déterminés à exploiter la moindre faille juridique pour entraver l'enquête, M. Yoon a ravivé l'anticommunisme de la droite et de certains courants protestants afin de mobiliser un mouvement de soutien en sa faveur. Le 3 janvier 2025, lorsque 150 agents du CIO et de la police se rendent à la résidence présidentielle pour exécuter le mandat d'arrêt, l'opération

échoue face à la résistance conjointe d'une unité de l'armée¹², d'agents du Service de sécurité présidentiel (PSS) et de 1 200 partisans civils venus former un bouclier humain pour empêcher l'arrestation¹³. Après bien des tumultes, M. Yoon a finalement été arrêté et incarcéré le 15 janvier, à l'issue d'une vaste opération policière mobilisant 1 500 agents. Par la suite, la Cour constitutionnelle sud-coréenne a validé à l'unanimité la motion de destitution adoptée le 14 décembre 2024, ouvrant ainsi la voie à une élection présidentielle anticipée. Privé de son immunité, M. Yoon fait désormais face à un procès pénal, au terme duquel il pourrait être condamné à la réclusion à perpétuité, voire à la peine de mort¹⁴.

La droite meurt, mais ne se rend pas

Dans les colonnes des médias occidentaux, la situation politique en Corée a été principalement réduite à un bras de fer opposant M. Yoon à une population dotée d'aspirations démocratiques légitimes. Tandis que l'aventurisme autoritaire du président a été analysé comme un acte isolé et potentiellement irrationnel, la presse a interprété la vigoureuse mobilisation citoyenne comme le signe tangible que la démocratie coréenne était solide, unie et bien décidée à se passer des compétences gouvernementales de la soldatesque. Selon la BBC, qui a très largement couvert les événements, « La Corée du Sud est une démocratie stable, mais bruyante. Et elle a refusé d'accepter un autre *diktat* autoritaire.¹⁵ » Cela est en partie vrai, mais en se contentant de lire l'instauration de la loi martiale comme un soubresaut de « despotisme oriental », beaucoup n'ont pu ni anticiper ni expliquer l'émergence de mouvements de soutien au président déchu, dont la vitalité et l'ampleur ont dû surprendre en dehors de la péninsule.

Si l'on estime que 75 % des Sud-Coréens sont favorables à la révocation de M. Yoon, le camp présidentiel bénéficie d'appuis considérables parmi les électeurs du Parti Pouvoir au Peuple et chez les fidèles des églises protestantes conservatrices. Bien que ces acteurs ne

¹² Opérant sous la direction du Service de sécurité présidentiel (PSS), le 55^e Corps de garde du Commandement de la défense de la capitale a été déployé le 3 janvier afin de prêter main-forte aux agents chargés d'empêcher l'arrestation de M. Yoon. L'implication de cette unité, par ailleurs critiquée par le ministère de la Défense, ne saurait être considérée comme représentative de l'ensemble des forces armées sud-coréennes : Kim, Min-young, « Parents of soldiers irate over using sons as 'human shield' to prevent Yoon's arrest », *Korea JoongAng Daily*, 10 janvier 2025.

¹³ « South Korea: President Yoon Suk Yeol's arrest prevented by his security services and the military », *Le Monde with AFP*, 3 janvier 2025.

¹⁴ Mesmer, Philippe, « En Corée du Sud, la Cour constitutionnelle estime que le président Yoon a "trahi la population" et valide sa destitution », *Le Monde*, 4 avril 2025.

¹⁵ Traduit par l'auteur : Bicker, Laura, « The South Korean president's martial law gamble backfired: What was he thinking? », *BBC*, 4 décembre 2024.

représentent qu'une minorité politique¹⁶, l'attention portée à leur lecture de la crise actuelle demeure essentielle, dans la mesure où elle éclaire les dynamiques d'une contre-mobilisation conservatrice, renforcée depuis la destitution de la présidente Park en 2016. Si la loi martiale a révélé la prégnance de mécanismes politiques hérités de l'ère autoritaire, elle a surtout montré qu'un nombre non négligeable de Sud-Coréens¹⁷, membres à part entière du corps démocratique, y sont favorables.

Un paysage sociopolitique polarisé

Le 14 décembre, tandis que tous les regards étaient tournés vers les 200 000 personnes réunies à Yeouido pour soutenir la motion de destitution, les alliés de M. Yoon ont organisé leur propre manifestation au cœur de Séoul. Venus de toute la Corée du Sud, 40 000 conservateurs se sont rassemblés sur le boulevard Sejong, devant la porte Gwanghwamun, haut lieu symbolique du nationalisme sud-coréen. C'est autour de cet axe que l'on administre le pays, c'est ici que l'on a proclamé la République et que les mouvements politiques de tout bord manifestent. À l'inverse des Séoulites riches et diplômées, l'habillement de ces hommes et de ces femmes trahissait leurs origines sociales modestes. Dans leurs manteaux et souliers synthétiques, sous leurs visières en plastique et leurs permanentes, la foule était majoritairement composée de personnes âgées, élevées dans une culture anticomuniste. Appauvrie par des décennies de colonisation et par une guerre civile meurtrière, cette génération a versé sa sueur et son sang dans les usines et les ateliers du pays pour rebâtir la Corée et son économie. En guise de lettres de noblesse, ils vivent avec la certitude d'avoir été les artisans du développement fulgurant de leur nation, devenue en quelques décennies l'une des plus prospères du globe. À grand renfort de théories du complot relayées sur YouTube par des influenceurs d'extrême droite¹⁸, devenus des sources d'information consultées par des Coréens peu lettrés ou en rupture avec les médias traditionnels, personnes âgées en tête, ils sont sincèrement convaincus que les démocrates ont truqué les élections législatives de 2024 pour obtenir la majorité au

¹⁶ Depuis les élections législatives d'avril 2024, le bloc présidentiel (composé du Parti Pouvoir au Peuple et de son parti satellite, le Parti du Futur du Peuple) ne dispose que de 108 sièges sur 300 à l'Assemblée nationale, bien loin des 176 sièges de l'Alliance démocratique de Corée. Voir notamment : Pons, Philippe, « Corée du Sud : L'opposition remporte les législatives et place le président Yoon Suk Yeol en mauvaise posture », *Le Monde*, 10 avril 2024.

¹⁷ Selon une enquête d'opinion menée en janvier 2025 par l'institut de sondage Korea Public Opinion Review Institute (KOPRA), environ 40 % des personnes interrogées se déclaraient en faveur de M. Yoon, malgré l'instauration de la loi martiale. Selon le *Korea Times*, M. Yoon aurait même vu sa cote de popularité augmenter depuis sa révocation : Jung, Min-ho, « Why is Yoon's approval rating rebounding? », *The Korea Times*, 6 janvier 2025.

¹⁸ Lee, Yoon-seo, « Media literacy education urgent for viability of democracy », *The Korea Herald*, 19 décembre 2024, consulté le 23 décembre 2024, l'article n'est plus disponible en ligne.

parlement. Le but de ces « traîtres » ? Paralyser le gouvernement et offrir le pays aux communistes¹⁹.

En Corée, les accusations de fraudes et d'irrégularités électorales sont devenues un vecteur de mobilisation de la droite depuis la destitution de la présidente Park Geun-hye en 2016. Au pouvoir depuis 2008, le Parti conservateur avait alors essuyé une défaite électorale écrasante à la suite du scandale du *Choi-gate*, dans lequel Mme Park, une chamane, le conglomérat Samsung et les services secrets étaient impliqués. Fille du dictateur Park Chung-hee (1917-1979), Mme Park a entretenu une relation mystérieuse avec la chamane Choi Soon-sil, elle-même fille d'un gourou influent qui conseillait Park Chung-hee lorsqu'il était au pouvoir. Non seulement Choi Soon-sil exerçait une forte influence sur la présidente, allant jusqu'à intervenir dans les affaires courantes de l'État, mais les deux femmes ont également utilisé le National Intelligence Service (NIS) pour extorquer des fonds à Samsung et financer leur train de vie luxueux²⁰. Reconnue coupable de corruption et d'abus de pouvoir par une équipe spéciale de procureurs, dont faisait partie M. Yoon, la présidente a été déchue puis condamnée à l'emprisonnement. Si le scandale a provoqué l'indignation et la mobilisation de plusieurs millions de personnes²¹, le processus de destitution et le renversement du rapport de force électoral ont également donné naissance au mouvement *Taegeukgi*²². Initialement mobilisée pour défendre Mme Park, cette contre-mobilisation conservatrice a connu des débuts modestes avant de prendre de l'ampleur. Ralliant différentes tendances conservatrices à l'instar de la Nouvelle Droite²³ et des Églises

¹⁹ Thèse complotiste selon laquelle le « camp progressiste » aurait été financé par la Chine et guidé par Pyongyang, une théorie qui n'a été démontrée par aucun organisme officiel, mais qui gagne irrésistiblement du terrain à droite.

²⁰ Rivale du conservateur Lee Myung-bak (président de 2008 à 2013), Park Geun-hye était parvenue à dynamiser le Grand Parti national en 2012, alors principal groupe conservateur en Corée, dont la popularité était écornée par des scandales de corruption. Cheffe d'un nouveau parti de droite, le Parti de la Liberté (*Saenuri*), Mme Park a été élue présidente en 2013 : Joinau, Benjamin, « Qu'est-ce qui coule quand un bateau coule ? », *Critique*, n° 848-849, 2018, pp. 35-50.

²¹ Dans un pays comptant 51 millions d'habitants en 2016, la Révolution des Bougies aurait mobilisé un total cumulé de 17 millions de manifestants entre octobre 2016 et mars 2017. Dans ce décompte, les manifestants ont été comptabilisés à chaque rassemblement auquel ils ont participé. Le pic de participation en une seule journée s'est élevé à 2,3 millions de manifestants : Kang, In-cheol, art. cit.

²² Témoignant d'une volonté de s'inscrire dans un cadre de lutte patriotique, la contre-mobilisation a été baptisée du nom du drapeau national sud-coréen, le *Taegeukgi*. Symbole de la lutte indépendantiste, le drapeau est devenu l'objet d'une lutte d'appropriation entre progressistes et conservateurs depuis la tentative d'instauration de la loi martiale par M. Yoon : « Young protesters ignite Taegeukgi wave at Yoon impeachment rallies », *The Korea Times*, 24 décembre 2024.

²³ Bien que l'historiographie sud-coréenne reste dominée par la vision martyrologue selon laquelle la colonisation japonaise (1910-1945) aurait constitué l'une des périodes les plus sombres de la nation, les années 2000 ont vu l'émergence d'un contre-récit qui affirme que la Corée aurait été positivement modernisée par le Japon et les États-Unis. Développé par des journalistes, des historiens et des politiciens, le courant de la Nouvelle Droite est favorable à une alliance indéfectible avec les États-Unis et le Japon,

protestantes politiquement à droite, le mouvement a réuni des électeurs déterminés à protéger l'héritage modernisateur de la dictature et à regagner le pouvoir, quitte à remettre en question la régularité des instances démocratiques sud-coréennes.



Les partisans de M. Yoon déposent des couronnes de fleurs portant des messages de soutien le long des rues entourant le bureau présidentiel à Séoul, © Adrian Gasser, décembre 2024.

Depuis quelques années, les conservateurs manifestent régulièrement en grand nombre à Gwanghwamun, brandissant des portraits géants des présidents autoritaires Syngman Rhee (1948-1960) et Park Chung-hee (1962-1979). En l'absence d'un travail de mémoire collectif capable de réconcilier les facettes ambivalentes de la trajectoire historique de la Corée du Sud, la société est aujourd'hui profondément divisée autour de son passé. D'un côté, les démocrates voient la dictature comme un âge crépusculaire, où la population courbait l'échine sous l'arbitraire de l'État, une ère marquée par les massacres perpétrés par l'armée (Jeju en 1948, Gwangju en 1980) ainsi que par les séances de torture

considérés comme des modèles de modernité et de civilisation, et rejette tout rapprochement avec la Corée du Nord. Bien que minoritaire dans le paysage conservateur sud-coréen globalement réfractaire à un regard laudatif sur le Japon, les théories de la Nouvelle Droite ont été promues par les présidents Lee Myung-bak, Park Chung-hee et Yoon Seok-yeol : Tikhonov, Vladimir, « The Rise and Fall of the New Right Movement and the Historical Wars in 2000s South Korea », *European Journal of Korean Studies*, 2019, pp. 5–36.

dans les caves de la KCIA²⁴. De l'autre, les conservateurs adulent les présidents autoritaires, garants de la sécurité nationale et artisans d'une épopée développementaliste sensationnelle. Ulcérés par la politique de réconciliation avec le Nord ainsi que par la purge menée par les premiers présidents démocrates à l'encontre des anciens collaborateurs durant la colonisation (respectivement Kim Young-sam [1993-1998], Kim Dae-jung [1998-2003] et Roh Moo-hyun [2003-2008]), les conservateurs se sont organisés pour défendre leur vision du bien-être social. À leurs yeux, les appels à la réunification résonnent comme une absurdité dangereuse : État voyou et menaçant, la Corée du Nord ne mérite aucune concession.

²⁴ La Korean Central Intelligence Agency (KCIA) est un service de renseignement étatique fondé en 1961. Officiellement chargée de contrer les infiltrations nord-coréennes dans le pays, la KCIA a mené des activités répressives à l'encontre des opposants du régime sud-coréen (séances de torture, surveillance de la population). Renommée National Intelligence Service (NIS), l'agence a été reconnue coupable de manipuler secrètement l'opinion publique (via des ONG conservatrices) afin de favoriser la candidate Park Geun-hye. Pour plus de détails sur la KCIA, consulter l'entretien mené par Frédéric Ojardias avec Choi Seung-ho, Newstapa.org : Ojardias, Frédéric, *op. cit.*

À mesure que la Corée s'enfonçait, début 2025, dans une crise politique sans précédent, la presse internationale a consacré des analyses aux groupes de partisans de M. Yoon, avec de nombreux articles décrivant les mobilisations conservatrices et soulignant leurs liens avec les théories complotistes et trumpistes²⁵. À ce jour, toutefois, aucun compte rendu publié n'a véritablement permis de rendre compte de la participation significative de milliers de protestants aux mouvements de contre-mobilisation. La majorité des analyses médiatiques consultées tend à passer sous silence, ou à minimiser, la dimension religieuse de la crise politique. Dans les rares articles où la participation de fidèles protestants est mentionnée, seule l'Église Sarang Jeil est abordée alors qu'elle n'est pas représentative du protestantisme sud-coréen²⁶. Or, les fondements religieux de la crise politique s'avèrent essentiels à sa compréhension.

Misant sur l'endoctrinement anticommuniste des Coréens pour garder le pouvoir, la stratégie de ralliement de M. Yoon a en effet trouvé des relais favorables au sein de la droite protestante. Alliées historiques des régimes autoritaires et forces motrices du *Taegeugki*, un certain nombre d'églises se sont rangées aux côtés du président déchu et diffusent, parmi leurs fidèles, le récit selon lequel une fraude électorale et des infiltrations communistes seraient à l'origine de la crise actuelle.

Moïse contre Amalek²⁷

Lors de la manifestation conservatrice du 14 décembre, devant l'immense sapin de Noël érigé par la mairie de Séoul, des drapeaux américains, sud-coréens et israéliens flottaient sous le ciel de la capitale. Depuis 2017, des militants évangéliques arborent régulièrement le drapeau d'Israël lors des rassemblements de la droite, signe des rapports

²⁵ Reprenant la rhétorique du mouvement MAGA, certains manifestants sud-coréens ont brandi des pancartes « Stop the Steal » (« Arrêtez le vol »), en référence à l'élection américaine de 2020 prétendument volée par le Parti Démocrate américain. Voir notamment les articles de journaux suivants : Falletti, Sébastien, « "Stop the Steal", "Make Korea great again" ... En Corée du Sud, la tentation trumpiste des partisans du président Yoon », *Le Figaro*, 15 janvier 2025 ; Mesmer, Philippe, « Donald Trump, un modèle pour les partisans du président sud-coréen destitué », *Le Monde*, 11 janvier 2025 ; Laffargue, Arthur, « "Nous l'aimons encore", "il est complètement fou" : en Corée du Sud, le président déchu arrêté et le pays divisé », *Libération*, 15 janvier 2025.

²⁶ Bien que limitée à cette Église, l'analyse de Philippe Mesmer vaut toutefois la lecture : Mesmer, Philippe, « En Corée du Sud, l'extrême droite est mobilisée contre la destitution du président Yoon Suk Yeol », *Le Monde*, 16 décembre 2024.

²⁷ Lors des élections présidentielles de 1997, Kwon Yong-hae, le directeur des services secrets, a tenté de fabriquer de fausses preuves pour décrédibiliser le candidat démocrate, Kim Dae-jung, en l'accusant d'être à la solde de la Corée du Nord. Lorsqu'il fut découvert, M. Kwon chercha à se justifier en se présentant comme Moïse luttant contre Amalek, figure biblique emblématique du mal, mentionnée principalement dans l'Ancien Testament : Lee, Timothy, *Born Again: Evangelicalism in Korea*, University of Hawaii Press, 2019, p. 149.

étroits qu'ils entretiennent avec le sionisme chrétien issu du milieu anglo-saxon²⁸. En vertu d'une conception eschatologique prémillénariste, les protestants évangéliques coréens considèrent que le retour du peuple juif en Terre Sainte marque le début de la fin des temps, d'où leur posture islamophobe et leur attitude conciliante à l'égard d'Israël²⁹.

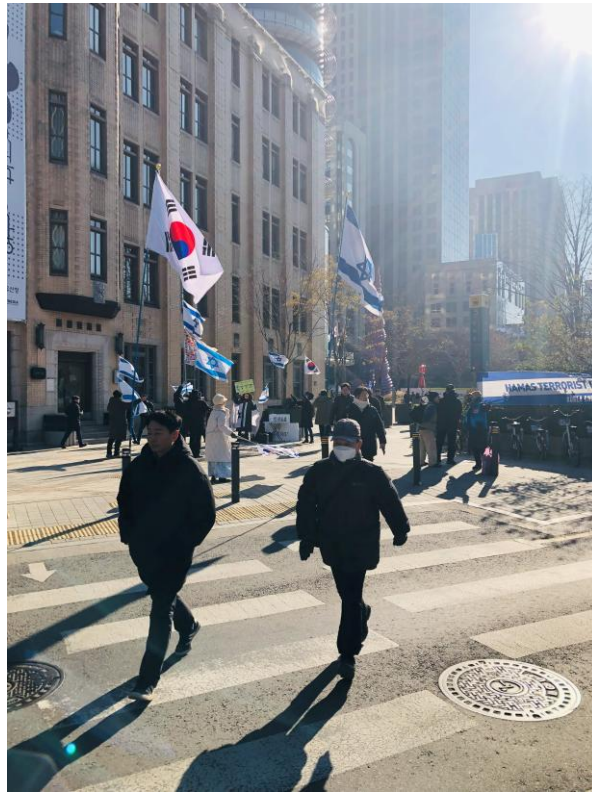
Haranguée par des militants politiques ainsi que par Jeon Kwang-hoon, pasteur de l'Église Sarang Jeil, la foule rassemblée exprimait sa colère contre le chef du parti d'opposition. Comptant plus de 4 000 fidèles à travers le pays, Sarang Jeil a organisé des prières collectives en faveur de M. Yoon et des mobilisations devant la Cour constitutionnelle afin d'exercer une pression sur les procureurs chargés de vérifier la régularité de la motion de destitution³⁰. Marginale il y a moins d'une décennie, cette Église est parvenue à attirer de nouveaux fidèles en associant la foi chrétienne au patriotisme anticommuniste, une combinaison idéologique qui confère à ses membres un rôle social enviable : celui de bouclier de Dieu et de la nation. Étroitement alignée sur les positions pro-américaines et anticommunistes de la Nouvelle Droite coréenne, l'Église est aujourd'hui la principale dénomination protestante à défendre officiellement M. Yoon et la nécessité d'instaurer la loi martiale. Tout en présentant cette dernière comme émanant de la volonté de Dieu, le pasteur Jeon s'inscrit pleinement dans le récit complotiste du président, qu'il diffuse au sein de ses réseaux³¹.

²⁸ Le sionisme chrétien désigne, de manière générale, un courant théologique aux implications politiques, qui s'est développé à partir d'interprétations prophétiques d'auteurs protestants dans les pays anglo-saxons au XIX^e siècle. Les textes bibliques se trouvent appliqués à des événements historiques contemporains présents et à venir, ce qui a servi de fondements à des récits ethnonationalistes britanniques et états-uniens. Opérant une distinction entre le « Peuple élu », les Juifs, et le « Peuple choisi », les protestants blancs, ces récits nationalistes glorifient le Royaume-Uni et les États-Unis, les présentant comme des nations vertueuses qui viennent en aide aux Juifs pour accomplir le projet de Dieu pour l'humanité. Ces représentations ethnobibliques se sont traduites par des actions politiques concrètes, comme le fort soutien dont bénéficie l'État d'Israël parmi les protestants évangéliques blancs aux États-Unis. Voir notamment la conférence de Blandine Chelini-Pont : *Geneva Graduate Institute*, « Le sionisme chrétien et son influence sur la politique israélienne des États-Unis », YouTube, mis en ligne par Geneva Graduate Institute, 7 janvier 2025, https://www.youtube.com/watch?v=DFQwwmF2NOQ&ab_channel=GenevaGraduateInstitute

²⁹ Kang, In-cheol, art. cit.

³⁰ Sur son site internet, l'Église appelle ses fidèles à rallier les manifestations et actions collectives qu'elle organise : *Sarang Jeil Gyohoe* (사랑제일교회), Sarangjeil.com, consulté le 11 février 2025.

³¹ Choe, Sang-hun, « The Populist Pastor Leading a Conservative Revival in South Korea », *The New York Times*, 11 novembre 2019.



Une manifestation en faveur d'Israël dans le boulevard Sejong (Séoul), © Adrian Gasser, décembre 2024.

Si Sarang Jeil constitue le parangon d'une Église protestante ayant choisi, de manière assumée, d'employer l'activisme politique afin de redynamiser le courant conservateur³², rien ne nous prouve en revanche que son approche reflète les préférences et les convictions du reste des communautés protestantes. La posture offensive et décomplexée de Sarang Jeil — notamment à travers ses actes de résistance aux mesures sanitaires durant l'épidémie de coronavirus³³ — la rend particulièrement visible dans un champ religieux extrêmement

³² Dispersées jusque dans les années 1990, des Églises de droite presbytériennes et évangéliques se sont rassemblées en confédération, le Conseil chrétien de Corée (CKK), auquel Sarang Jeil appartient et dont la particularité est d'apporter un soutien actif au mouvement conservateur. Leurs premières mobilisations remontent à 2003, année où la CKK a rallié des milliers de fidèles devant l'Hôtel de Ville de Séoul pour manifester contre le président Roh Moo-hyun, de tendance démocrate, qui était alors accusé de complicité avec la Corée du Nord. Puissantes et dotées de nombreux relais d'influence, telles que des groupes médiatiques, des universités théologiques privées et même des partis politiques minoritaires (Nouvelle Droite protestante, Parti protestant), ces Églises militent activement pour une politique pro-américaine, anticommuniste et défavorable aux minorités sexuelles : Kang, In-cheol, art. cit.

³³ À l'inverse des catholiques et des bouddhistes, les Églises évangéliques ont vu dans les mesures de confinement prises par le gouvernement démocrate de Moon Jae-in une atteinte à la liberté religieuse. Donnant lieu à des tensions avec les forces de police, certaines églises (à l'instar de Shincheonji et Sarang Jeil) ont enfreint l'interdiction de rassemblement et ont maintenu leurs services religieux pendant la pandémie, ce qui a contribué à augmenter le nombre de contaminations : Choe, Sang-hun, « In South Korea's New Covid-19 Outbreak, Religion and Politics Collide », *The New York Times*, 20 août 2020.

concurrentiel. Cependant, avec ses 4 000 fidèles, Sarang Jeil reste une institution relativement petite par rapport aux *mégachurches* presbytériennes coréennes. En comparaison, on estime que l'Église Onnuri compte 80 000 adhérents (2022) et la Sarang 60 000 (2011)³⁴. Dans un pays où 8,5 millions de Coréens s'identifient comme protestants³⁵, la congrégation de Jeon Kwang-hoon ne représente que 0,05 % de cette population. Par conséquent, il serait réducteur d'établir une relation de proximité entre M. Yoon et les églises conservatrices en se fondant uniquement sur le cas de celles qui militent ouvertement, dissimulant ainsi la diversité du protestantisme sud-coréen et ses différents modes d'interaction avec le monde politique.

Introduits à partir de la fin du XIX^e siècle par des missionnaires anglo-saxons, majoritairement états-unien et politiquement conservateurs, les principaux courants réformés ont connu une première phase de développement à partir de la Guerre de Corée (1950-1953)³⁶, suivie d'une phase d'expansion fulgurante entre 1960 et 1995, passant d'un million à 8,5 millions de fidèles. À travers les échanges de biens symboliques et matériels avec le protestantisme nord-américain, qui a permis le jumelage des doctrines réformées ainsi que la formation du personnel religieux coréen aux États-Unis, la diversité ecclésiastique états-unienne s'est retrouvée transposée sur la péninsule³⁷. De fait, parler de protestantisme sud-coréen revient moins à désigner une catégorie cohérente qu'une galaxie religieuse composée de milliers de congrégations, difficiles à classer en raison de leur caractère hybride³⁸ et des nombreux schismes qui les opposent. Si certaines se

³⁴ Kim, Hui-yeon, « Communalisation religieuse et pluralité nationale : L'accueil des migrants par les Églises protestantes en Corée du Sud », *Extrême-Orient*, n° 45, 2022, pp. 177-202.

³⁵ Cela représenterait environ 17 % de la population sud-coréenne. Chiffres issus d'un recensement national effectué en 2021 (« Hangugin ui jonggyo 1984-2021 [1] Jonggyo hyeonhwang [한국인의 종교 1984-2021 (1) 종교 현황] », *Gallup Korea* (한국갤럽조사연구소), 18 mai 2021, <https://www.gallup.co.kr/gallupdb/reportContent.asp?seqNo=1208>). Selon des estimations menées en 2024 sur un échantillon de 1 000 personnes, il y aurait plus de 10 millions de protestants en Corée. En raison de différences de méthodologie, nous avons choisi de nous baser sur les données du recensement : « [2024 Religious Awareness Survey] Status of religious population and religious activities », *Korea Research*, 11 décembre 2024.

³⁶ Avec la bénédiction du dictateur presbytérien Syngman Rhee (1948-1960), l'effort de reconstruction s'est doublé d'un processus d'évangélisation porté par de milliers de missionnaires occidentaux, pourvoyeurs d'aide alimentaire, d'institutions éducatives et de réconfort spirituel : Baker, Don, « Sibling Rivalry in Twentieth-Century Korea: Comparative Growth Rates of Catholic and Protestant Communities », *Christianity in Korea*, sous la direction de Robert E. Buswell et Timothy S. Lee, University of Hawaii Press, 2006, pp. 283-308.

³⁷ Kang, In-cheol, art. cit.

³⁸ Selon Timothy Lee, l'éthos du protestantisme sud-coréen serait majoritairement devenu évangélique à partir des mouvements de réveils de 1907, à l'exception toutefois du luthéranisme et des Églises presbytériennes libérales : Lee, Timothy, *op. cit.*, p. 140.

rattachent explicitement à une tradition spécifique du protestantisme³⁹, la plupart des églises protestantes évangéliques se définissent comme étant simplement « chrétiennes ». En outre, le paysage religieux coréen est configuré par des dynamiques de « butinage »⁴⁰ et de syncrétisme religieux auxquelles les églises, à la croisée entre diverses pratiques et interprétations bibliques, participent intégralement. À ces imbrications théologiques s'ajoutent des lignes de fracture politiques, avec, d'une part, une minorité d'églises libérales autrefois actives dans les mobilisations pro-démocratiques⁴¹, et, de l'autre, une majorité de dénominations conservatrices dont l'activisme politique est variable et récent.

Afin d'avoir une compréhension plus représentative du rapport des protestants à la récente crise politique, nous avons mené une enquête de terrain en décembre 2024 auprès de deux segments du protestantisme : les évangéliques prémillénaristes et les presbytériens⁴². Notre enquête révèle, d'une part, que le soutien à l'égard de M. Yoon et l'anticommunisme protestant sont étroitement façonnés par des interprétations bibliques du monde et par la trajectoire historique du christianisme en Corée. D'autre part, il bat en brèche le postulat selon lequel les protestants seraient unanimement acquis à la cause de

³⁹ C'est notamment le cas des Églises issues des traditions presbytérienne, calviniste, méthodiste et baptiste.

⁴⁰ Le concept de butinage met en lumière les pratiques d'emprunt et de « mobilité » parmi différents univers religieux : Droz, Yvan, et coll., « La mobilité religieuse à l'aune du butinage », *Social Compass*, vol. 63, n° 2, 2016, pp. 251-267.

⁴¹ Si elles représentent globalement moins de 20 % du protestantisme, leur engagement au sein des mouvements qui ont fait chuter la dictature en 1987 aurait contribué, temporairement, à associer le protestantisme au progressisme politique au sein des représentations collectives. Leur confédération, le Conseil chrétien de Corée (NCKK), ne comptait que neuf Églises en 2020 : Kang, In-cheol, art. cit.

⁴² Afin d'affiner notre analyse, nous avons choisi de regrouper nos enquêtés protestants en deux catégories distinctes. Reposant sur une lecture littérale de la Bible et de l'Apocalypse de Jean (également appelée Book of Revelation dans le contexte anglo-saxon), la théologie pré-millénariste considère que l'Antéchrist est à l'origine des crises actuelles (tensions politiques, désastres environnementaux, conflits, etc.), lesquelles annoncent le retour du Christ. Après la seconde venue du Christ sur terre, ce dernier instaurera un règne terrestre de justice et de paix durant mille ans, appelé le *millennium*, avant le Jugement dernier (Droz, Yvan, « Le millénarisme, une interprétation littérale de la Bible », *Le Temps*, 22 mars 2000 ; Van Meijl, Toon, « Revisiting millenarianism in the Pacific », *Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer*, n° 47, 2001, p. 16). Parmi les presbytériens, nous avons rassemblé les protestants qui accordent une grande importance à la Bible, souvent interprétée de manière littérale ou historique, mais sans nécessairement adhérer à une vision millénariste ou eschatologique de celle-ci. Les presbytériens que nous avons rencontrés ne croyaient ni en la réalisation du paradis terrestre ni en la seconde venue du Christ. Pour eux, c'est leur foi qui les sauvera et qui leur permettra d'atteindre le paradis céleste auprès du Christ. Si les presbytériens que nous avons rencontrés n'étaient pas tous membres d'une grande structure ecclésiale (lesquels fonctionnent selon un système de gouvernance synodal, où l'autorité est exercée par des assemblées d'anciens), tous reconnaissaient toutefois l'importance de la figure du pasteur et de l'horizontalité entre les membres de la communauté. Voir Baker, Don, « The Transformation of the Catholic Church in Korea: From a Missionary Church to an Indigenous Church », *Journal of Korean Religions*, vol. 4, n° 1, avril 2013.

M. Yoon. Le seul dénominateur commun que nous avons identifié est une posture réprobatrice à l'égard des politiques d'inclusion des minorités sexuelles.

Résister aux suppôts de Satan : rencontres avec des évangéliques prémillénaristes

Kyubok et Jisun

Lors de la manifestation du 14 décembre, nous avons assisté à un événement singulier. Munie de haut-parleurs, une camionnette de prédication de l'Église évangélique *The Light and Salt Church*⁴³ patrouillait le long du boulevard Sejong et enjoignait aux passants de se repentir de leurs péchés. À ceux qui ne reconnaîtraient pas Jésus comme unique voie de salut, à l'instar des catholiques adoreurs de la Vierge Marie, l'enfer leur était promis. Afin de comprendre ce qui motive ce type de mobilisation, nous sommes entrés en contact avec l'Église évangélique *For the Never-Ending Revival* (FTNER), active dans la prédication de rue. Fondée en 2020 par Kim Young-hyun, un jeune étudiant en théologie, l'Église FTNER semble suivre un modèle d'expansion en partie tourné vers les États-Unis, où elle envoie des missionnaires et tisse des liens avec Impakt, une Église presbytérienne basée dans le New Jersey, dirigée par un pasteur d'origine coréenne⁴⁴. Ces initiatives, loin d'être exceptionnelles dans le contexte coréen, rappellent le rôle central des États-Unis dans le développement des Églises évangéliques coréennes. Bénéficiant de la présence d'une diaspora coréenne d'environ 2 millions de personnes, plus de 4 000 églises sud-coréennes se sont implantées aux États-Unis et y ont puisé des ressources symboliques associées à l'image valorisante de « puissance élue », renforçant ainsi leur légitimité auprès des protestants en Corée⁴⁵. Comptant une vingtaine de pasteurs, l'Église FTNER mène l'essentiel

⁴³ Le nom de cette Église fait référence à une métaphore biblique relatée dans l'Évangile de Matthieu (5 : 13-14) : « En ce temps-là, Jésus disait à ses disciples : « Vous êtes le sel de la terre. Mais si le sel devient fade, comment lui rendre de la saveur ? Il ne vaut plus rien : on le jette dehors et il est piétiné par les gens. Vous êtes la lumière du monde ». Si l'on considère la dimension performative de ce symbole, ce passage enjoint aux fidèles d'influencer positivement le monde en l'améliorant au quotidien, à l'image du sel, et en guidant les hommes vers la foi, en tant que lumière. Le nom de l'Église, Lumière et Sel, reflète sans doute la volonté de se démarquer des « Sunday Christians » (terme péjoratif qui dénonce le manque de religiosité des chrétiens qui se contentent d'aller à l'église le dimanche) tout en enjoignant les fidèles de l'Église à être assidus, dévoués et prosélytes. Voir notamment le site internet de l'Église : *The Light and Salt Church*, lightsalt.or.kr, consulté le 13 février 2025.

⁴⁴ En juillet 2024, l'Église a pris part à des prières collectives en faveur du « réveil spirituel » des États-Unis. Ce rassemblement était organisé par Impakt : FTNER, chaîne YouTube, <https://www.youtube.com/channel/UCw9Z9D-NMXQB0bzYniRbxsg>, consulté le 14 mars 2025 ; Impakt, impaktnj.com, consulté le 14 mars 2025.

⁴⁵ Selon le professeur Kang In-cheol, la thèse de l'élection divine des États-Unis est largement répandue parmi les évangéliques coréens. Cette perception se trouve renforcée par un sentiment de gratitude et

de sa communication sur les réseaux sociaux YouTube et Instagram, où elle publie des vidéos à caractère religieux, en coréen et en anglais, qui totalisent des dizaines de milliers de visionnages. Afin d'attirer de nouveaux fidèles, FTNER se présente comme une alternative au reste des Églises évangéliques, corrompues selon elle, et propose une théologie prémillénariste de l'Apocalypse qui mêle lectures littérales de la Bible et théories complotistes⁴⁶.

Âgé de 35 ans, Kyubok⁴⁷, un fidèle de l'Église, a accepté de nous rencontrer dans un café de Hongdae, quartier branché de la capitale. Sa conversion au protestantisme évangélique a été amorcée récemment, à une période de sa vie assombrie par une quête désespérée de sens. Prenant conscience des innombrables péchés qu'il avait commis, Kyubok avait été saisi d'un effroi viscéral à l'idée d'être précipité en enfer. Souhaitant ardemment conjurer ses angoisses, il avait sérieusement songé au suicide avant d'avoir une vision divine, où Dieu lui était apparu sous la forme d'un magnifique cerisier, dont les fleurs tombaient généreusement sur l'humanité. Cet arbre occupe depuis longtemps une place centrale dans le bouddhisme en tant que symbole de l'éphémère et de la fragilité, ayant également été l'objet d'une campagne d'appropriation nationaliste entre la Corée et le Japon à partir de la fin du XIX^e siècle. Instruments de l'impérialisme botanique japonais en Corée coloniale (1910-1945), des « cerisiers japonais » (*Tokyo Cherry*) furent massivement plantés sur la péninsule afin de construire une unité culturelle au sein de l'Empire⁴⁸. Christianisant cette vision héritée d'une symbolique bouddhiste, Kyubok explique avoir alors réalisé le sens véritable de l'Évangile et de la passion du Christ, mort sur la croix pour racheter nos péchés.

d'admiration envers les États-Unis, considérés comme le pays qui a évangélisé et sauvé la Corée du colonialisme japonais : Kang, In-cheol, art. cit.

⁴⁶ Contrairement au millénarisme qui prophétise l'avènement du Royaume de Dieu sur Terre pendant mille ans avant que n'advienne la fin des temps, les prophéties prémillénaristes prédisent que le début de cette ère sera provoqué par l'arrivée successive de l'Antéchrist et de Jésus-Christ sur Terre. Inscrite dans ce narratif, l'Église FTNER cherche à prouver la véracité de la prophétie à travers l'appropriation de théories complotistes. Selon elle, le Vatican, le Pape François (1936-2025) et le Forum de Davos seraient des serviteurs de l'Antéchrist, tandis que les catastrophes naturelles et les conflits actuels seraient les signes avant-coureurs de la fin des temps : FTNER, « Jae-eobrodeu naeryeojigi jeon-e ppalli boseyo! Yesuhoe-wa jeokgeuriseudo joig-eul pokrohada (재업로드 내려지기 전에 빨리 보세요! 예수회와 적그리스도 조직을 폭로하다!) », YouTube, mis en ligne par FTNER, 1 décembre 2024, https://www.youtube.com/watch?v=rkStefOpPbQ&ab_channel=FTNER, consulté le 7 août 2025.

⁴⁷ Prénom d'emprunt.

⁴⁸ Dans un effort de décolonisation, le régime de Park Chung-hee menait une campagne de plantation et de promotion des « cerisiers coréens » (*King Cherry*) dans les années 1960, ce qui lui a conféré une place privilégiée dans la fabrication des identités sociales, y compris chrétiennes : Kuitert, Wybe, « Botany and National Identities: The Tokyo Cherry », *Science in Context*, 2022, pp. 252–271.

Sa conversion a profondément changé sa manière de voir la société et les comportements humains, qu'il appréhende désormais à travers une lecture littérale de la Bible. Peu engagé politiquement auparavant, Kyubok avait à la fois soutenu la destitution de Mme Park et salué l'arrivée au pouvoir du démocrate M. Moon en 2017. Il impute cette « erreur de jeunesse » à l'élégance irrésistible du candidat démocrate et à l'omniprésence de mensonges colportés par les médias sud-coréens, à la solde de la Chine et de la Corée du Nord. Selon lui, le Parti démocrate, le communisme, le catholicisme, le bouddhisme et le féminisme sont des forces démoniaques libérées en Corée pour diviser et tromper les individus. Désarmés face à la complexité du monde, ces derniers sont alors tentés d'adhérer aux fausses promesses et au confort fournis par ces idéologies séduisantes, mais incapables d'assurer le Salut : « C'est comme le café. C'est bon et agréable en bouche, mais cela ne te sauvera pas. » En éloignant l'humanité de la connaissance de Dieu, les forces sataniques condamnent les âmes égarées à une existence pécheresse, privée de joies véritables, avant de les vouer à la damnation éternelle. Citant le Livre de l'Apocalypse de Jean, il affirme que la prophétie du Christ est limpide : « Si tu ne te repens pas, tes yeux et tes oreilles seront bouchés. Tu penses voir, mais tu ne vois pas. Tu penses entendre, mais tu n'entends pas. » Vivant avec la certitude qu'un combat entre le Bien et le Mal fait rage et que l'Apocalypse est imminente, l'existence de Kyubok est désormais dictée par un seul impératif moral : sauver un maximum d'individus du Diable en leur enjoignant de se repentir de leurs péchés. Il s'acquitte de cette mission avec tristesse et résignation, déplorant tant l'ingratitude que l'inconscience des personnes qu'il rencontre.

Jisun⁴⁹, une amie de Kyubok, élégante quarantenaire diplômée en éducation physique, aujourd'hui expatriée à Bâle, a donné d'emblée un ton prosélyte à la discussion : « Depuis quand êtes-vous *born again* ? » nous demanda-t-elle, afin de clarifier rapidement sa propre identité religieuse. Pendant plus d'une heure, Jisun retraça avec éloquence et minutie son parcours de conversion. Celui-ci s'est apparenté à un long cheminement ponctué d'angoisses et de perpétuelles remises en question. Profondément choquée par les horreurs et la violence qui endeuillent la Terre, elle s'est soudainement sentie incapable de mener une vie ordinaire, dépourvue d'explications quant au Mal qui frappe aveuglément. Jisun avait une soif insatiable de Vérité. Personne lumineuse et autodidacte, elle a successivement exploré la plupart des théories complotistes sur le satanisme, le retour imminent des nazis, le gouvernement mondial ou encore la franc-maçonnerie. Tandis qu'elle repérait des coïncidences troublantes dans la vie réelle, comme la présence de symboles francs-maçons dans les musées européens ou dans les cimetières jésuites coréens, elle apprit l'existence de cultes sataniques où des adeptes se réuniraient pour vendre leurs âmes et assassiner des bébés. Au fil de ces découvertes bouleversantes, elle a fini par être convaincue que des forces démoniaques, souterraines et malveillantes,

⁴⁹ Prénom d'emprunt.

provoquaient de grands désastres et des massacres, ce qui l'a plongée dans une profonde angoisse.

Jeune adulte, Jisun s'était détournée du christianisme, mais ces angoisses métaphysiques l'ont peu à peu rapprochée des courants évangéliques, dont la prétention à promouvoir implacablement la vérité de la Bible a su la séduire : « Les autres églises chrétiennes sont des hypocrites. Jésus a clairement demandé aux adultères, aux fornicateurs et à la communauté LGBT de se repentir de leurs péchés. Mais, dès qu'un pasteur a le courage de dire cette vérité, ces pseudo-églises le chassent et le traitent de haineux. » En proie aux doutes, Jisun a brièvement oscillé entre l'option du baptême et celle de l'abjuration définitive, avant qu'une série de miracles ne précipitent son adhésion irrévocable à la foi. Après avoir sincèrement imploré Jésus-Christ, elle a successivement guéri du COVID, de son mal aigu des montagnes et de son incapacité à enfanter. Convaincue de l'existence de Dieu, Jisun a pris contact en 2021 avec M. Jon Bjarnastein, membre du mouvement international évangélique *The Last Reformation* (TLR)⁵⁰, qui l'a baptisée à Nyon, en Suisse. Aujourd'hui, Jisun fréquente une Église de réveil de taille modeste, la *New Covenant Fellowship Church* (NCF), située à Riehen, dans la banlieue de Bâle⁵¹.

L'itinéraire de conversion et les récits de Jisun et Kyubok illustrent, de manière plus générale, l'inscription de la Corée dans un vaste réseau d'échange de doctrines et de pratiques évangéliques qui opère au niveau transnational, mais rayonne depuis les États-Unis. À travers la circulation des pasteurs, des fidèles en devenir et des missionnaires⁵², les principes et les modes d'action des Églises évangéliques nord-américaines furent progressivement adoptés par leurs homologues coréennes à partir des années 1990. Avatars de leur relation étroite, les théologies eschatologiques, le sionisme chrétien ainsi que le rejet du communisme et de l'homosexualité se sont répandus sur la péninsule⁵³. Notons toutefois que ces dynamiques de jumelage doctrinal s'apparentent moins à une imposition verticale de normes étrangères sur une société récipiendaire qu'à des phénomènes d'acculturation et

⁵⁰ *The Last Reformation* (TLR) est un mouvement de réveil fondé en 2011 par le Danois Torben Søndergaard, une figure charismatique qui a été emprisonnée pour détournement de fonds avant d'être libérée. Présent aux États-Unis et dans la plupart des pays européens, TLR accorde une place centrale aux baptêmes par l'eau, à la repentance des péchés et à la conversion de nouveaux membres. Dans sa stratégie d'expansion, l'Église fait un recours intensif aux réseaux sociaux Facebook et YouTube : *The Last Reformation*, thelastreformation.com, consulté le 11 février 2025.

⁵¹ *New Covenant Fellowship* (NCF), ncf-church.org, consulté le 13 février 2025.

⁵² Avec 21 917 missionnaires déployés à l'étranger en 2023, la Corée du Sud est, après les États-Unis, le principal pays à envoyer des missionnaires : *The Korea World Missions Association KWMA* (한국세계선교협의회), « 2023 nyeondo seongyosa pasong jipgye [174 gaeguk 21,917 myeong] (2023년도 선교사 파송 집계 [174개국 21,917명]) », 7 mars 2024, https://kwma.org/cm_stats/57754?ckattempt=1, consulté le 7 août 2025.

⁵³ Kang, In-cheol, art. cit.

d'appropriation par lesquels les acteurs locaux se mobilisent et combinent des références tant globales que nationales. Parmi les protestants que nous avons rencontrés (y compris presbytériens), nombreux sont ceux qui sont convaincus que, depuis ses origines millénaires, la Corée (Nord inclus) a été élue par Dieu. Dans une démarche qui concilie fondamentalisme religieux et nationalisme coréen, des pasteurs et des intellectuels protestants ont mené un ambitieux travail de fouille au sein de l'historiographie coréenne, traquant chaque élément culturel ou mythologique susceptible de prouver la présence de racines chrétiennes fondamentales.

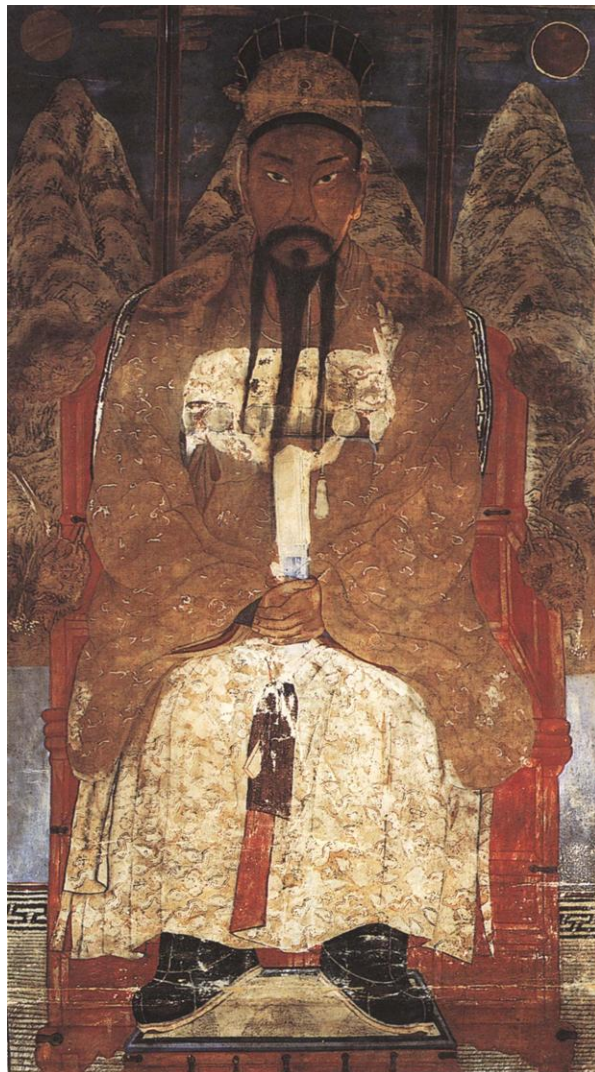
Selon Jisun, Dieu aurait diffusé l'Évangile en Corée il y a des milliers d'années par l'intermédiaire de Tangun, un prophète du Seigneur selon elle : « Depuis ce jour, l'Évangile est dans nos racines et dans notre sang ». En vogue dans certains milieux évangéliques, ce récit repose sur une relecture chrétienne du mythe de Tangun, considéré comme le « père de la nation coréenne ». Ce mythe fondateur relate l'histoire d'un prince-divin né en 2333 av. J.-C. de l'union entre le prince-céleste Hwanung et une femme-ourse métamorphosée en être humain après avoir ingéré des gousses d'ail, un bouquet d'armoise, puis s'être retirée dans une grotte obscure pendant 100 jours. Tangun, leur progéniture, aurait ensuite fondé le peuple et le premier royaume coréens, le légendaire Gojoseon. Comme le note l'historien Samuel Guex, bien que ce mythe lignager ne soit plus avalisé comme étant « factuellement authentique » par l'historiographie moderne sud-coréenne, l'existence de Tangun serait néanmoins toujours perçue comme un fait historique avéré par une grande partie de la population⁵⁴. Déconsidéré par les élites confucéennes des anciennes dynasties, ce mythe folklorique a servi de socle à la formulation d'une histoire ethnoraciale de la Corée au début du XX^e siècle, période marquée par l'émergence des mouvements nationalistes, ainsi que d'un culte dédié à Tangun⁵⁵. Dans l'optique de décentrer la péninsule de l'impérialisme chinois et japonais, les historiens Shin Chae-ho et Choe Nam-seon virent, dans ce mythe, la possibilité d'écrire une histoire qui conférerait à la Corée une particularité raciale et culturelle ainsi qu'une supériorité sur le Japon⁵⁶. Récupéré, dans la seconde moitié du XX^e siècle, par l'État coréen pour mobiliser la population autour d'un sentiment d'appartenance ethnonationaliste, le mythe de Tangun a divisé les milieux protestants, tantôt ulcérés par son caractère idolâtre, tantôt conscients de son potentiel théologique,

⁵⁴ Guex, Samuel, *op. cit.*, p. 15.

⁵⁵ Quelques milliers de fidèles vénèrent Tangun aujourd'hui. Son culte, le *Daejonggyo* (ou religion du divin ancêtre), est rattaché aux religions coréennes dites « autochtones », proches du chamanisme et des récits folkloriques : Baker, Don, « The Korean God Is Not the Christian God: Taejonggyo's Challenge to Foreign Religions », *Religions of Korea in Practice*, sous la direction de Robert E. Buswell, Princeton University Press, 2007, pp. 464-475.

⁵⁶ Selon Samuel Guex, le mythe permettait de revendiquer la supériorité culturelle des Coréens vis-à-vis des Japonais, dont l'ancêtre mythique Jinmu n'avait été intronisé qu'en 660 av. J.-C., autrement dit 1673 ans après Tangun : Guex, Samuel, *op. cit.*

c'est-à-dire de réconciliation entre universalisme chrétien et particularisme coréen, tout en préservant la supériorité du protestantisme. Si certains segments évangéliques (auxquels appartiennent Jisun et Kyubok) ont choisi de s'approprier le mythe en christianisant la divinité originelle, d'autres sont obstinément et violemment opposés à toute reconnaissance de Tangun dans l'espace public, considérant ce dernier comme une source d'idolâtrie. Entre 1998 et 1999, un litige éclata lorsque des croyants évangéliques vandalisèrent des statues de Tangun érigées dans 369 écoles publiques coréennes, à l'initiative d'une association culturelle qui souhaitait « renforcer l'identité nationale coréenne »⁵⁷.



Portrait de Tangun, Chae Yong-shin (1850-1945), fin de la dynastie Joseon (1392-1910), date exacte inconnue. Image du domaine public.

⁵⁷ Lee, Timothy, « What Should Christians Do about a Shaman-Progenitor? Evangelicals and Ethnic Nationalism in South Korea », *Church History*, vol. 78, n° 1, mars 2009, pp. 66-98.

Participant, à son échelle, à ce processus d'invention de l'élection divine de la Corée, Jisun applaudit même le massacre de 8 000 catholiques par les souverains confucéens au XIX^e siècle⁵⁸, une purge qui, selon elle, aurait été voulue par Dieu pour protéger la péninsule du catholicisme et y favoriser l'implantation du « christianisme sain ». Jisun a également répertorié des signes de la présence de Dieu dans deux œuvres artistiques très populaires en Corée, *Arirang* et *Chunyang*, devenues des marqueurs culturels à forte connotation nationaliste au XX^e siècle. Vieux de six cents ans, le chant folklorique *Arirang* raconte les souffrances endurées par des voyageurs perdus en montagne, mais, pour Jisun, le sens des paroles serait intrinsèquement biblique et aurait pour fonction d'encourager l'adoration révérencieuse du Divin⁵⁹. Si le pansori⁶⁰ *Chunyang* exalte les vertus confucéennes de la fidélité conjugale, incarné par les malheurs d'une femme courtisée par un puissant magistrat, Jisun voit dans ce récit le théâtre d'une lutte entre le Bien et le Mal. Le récit original met en scène Chunyang, fille d'une courtisane, qui épouse Mongryong, le fils d'un gouverneur de province. Lorsque ce dernier rejoint, par devoir, la cour du roi à Séoul, sa femme lui promet de rester chaste et fidèle jusqu'à son retour. Restée seule pendant plusieurs années, Chunyang est alors emprisonnée après avoir refusé les avances de Sato, un dignitaire, mais sera finalement délivrée par Mongryong. Pour Jisun, frappée notamment par la similitude entre le nom de Sato et de Satan, cette histoire est une métaphore évidente de la tentation : « Chunyang, tout en protégeant sa pureté de Satan, attend l'arrivée de Dieu ». Pour Kyubok et Jisun, ces différents indices constituent la preuve que la Corée est appelée à devenir le royaume de Dieu, synonyme d'une période millénaire de paix et d'amour. Malheureusement, ce merveilleux projet divin est aujourd'hui contrecarré par le diable, bien décidé à manipuler la population en la soumettant à la tentation du communisme.

Avant l'instauration du gouvernement communiste en 1948, la Corée du Nord était parsemée de paroisses et d'églises relativement dynamiques, au point qu'on surnommait Pyongyang la « Jérusalem de l'Est ». Brutalement réprimés et frappés d'une interdiction de

⁵⁸ En 1785, un an après son introduction sur la péninsule par des lettrés coréens, le catholicisme fut déclaré hérésie et farouchement réprimé par la dynastie Joseon. Les élites du royaume virent le catholicisme d'un mauvais œil, car en prônant l'égalité des hommes devant Dieu et en récusant le culte des ancêtres, véritable clef de voûte de la moralité néo-confucéenne, cette nouvelle doctrine contestait l'ordre familial et le système de loyauté sur lequel reposait leur pouvoir. Entre le XIX^e et le XX^e siècle, des milliers de chrétiens furent exécutés par le pouvoir royal, ce qui dissuada de nombreux Coréens de se convertir et retarda la constitution du premier clergé catholique : Baker, Don, « The Transformation of the Catholic Church in Korea: From a Missionary Church to an Indigenous Church », art. cit., pp. 12-13.

⁵⁹ Issue du vieux coréen, on suppose qu'*Arirang* signifie « mon bien-aimé ». Pour Jisun, *Arirang* veut dire « Avec Dieu » dans la mesure où « Ar— » ferait référence à « Élohim » (Dieu en hébreu) et « -Irang » correspondrait au terme « avec » en coréen (Note de terrain, 18 décembre 2024).

⁶⁰ Équivalent coréen de l'opéra, le pansori désigne des récits chantés, accompagnés d'un tambour, qui relatent des événements historiques, des contes populaires ou des tragédies sentimentales et morales.

culte, 234 000 chrétiens, soit 60 % des protestants de Corée, ont été contraints de fuir vers le Sud, un exode forcé qui a engendré un fort ressentiment à l'égard du communisme parmi ces générations⁶¹. Pendant l'industrialisation du pays (1960-1980), certaines églises conservatrices, dont l'Église pentecôtiste du Plein Évangile de Yeouido, se sont en partie développées grâce à leur capacité à reformuler la rivalité avec la Corée du Nord en des termes religieux. Inspirées par la théologie de la prospérité alors en vogue aux États-Unis, elles justifiaient « religieusement la supériorité du Sud capitaliste (élu de Dieu) sur le Nord communiste (dominé par Satan) » et présentaient l'enrichissement matériel comme une preuve de l'élection divine du pays⁶². Appliquant au contexte coréen une vision manichéenne selon laquelle il existerait un royaume de lumière et un royaume de ténèbres, ces églises ont diffusé l'idée que s'opposer au Nord communiste relevait d'un combat spirituel contre les forces démoniaques. Si cette lecture s'est diffusée avec une telle vigueur parmi les protestants conservateurs, c'est sans doute en raison du statut privilégié dont jouissaient ces églises sous le régime autoritaire (1948-1987). En effet, elles ont bénéficié de conditions de développement bien plus favorables que celles des autres communautés chrétiennes, soumises à la surveillance, à des restrictions de déplacement et, parfois, à la répression, car elles étaient parvenues à s'attirer les bonnes grâces des gouvernements autoritaires en légitimant activement leurs politiques⁶³. Si l'évocation d'un imaginaire nationaliste teinté d'anticommunisme a permis à ces églises évangéliques de se distinguer dans un marché religieux concurrentiel et de jouir d'une autonomie encadrée, notons toutefois que cette formule a connu des variations d'intensité selon le contexte historique⁶⁴.

⁶¹ Baker, Don, « The Transformation of the Catholic Church in Korea: From a Missionary Church to an Indigenous Church », art. cit., pp. 25-26.

⁶² À une époque où le rapport de force entre les deux Corées était relativement équilibré, des pasteurs influents, tels que David Yonggi Cho, ont exhorté leurs fidèles à travailler sans relâche afin d'enrichir la nation et de lui assurer les moyens de garantir sa sécurité : Luca, Nathalie, « Pentecôtismes en Corée », *Archives des sciences sociales des religions*, n° 105, 1999, p. 104.

⁶³ Majoritairement composés de personnel chrétien, les gouvernements autoritaires ont rapidement cherché à s'assurer la loyauté, sinon l'obéissance des structures religieuses. Hiérarchisées en églises « dociles » ou « contestataires » par le régime de Chun Doo-hwan (1980-1987), les églises coréennes n'ont pas toutes bénéficié des mêmes conditions d'expansion, ce qui explique en partie la prédominance des tendances conservatrices au sein du protestantisme coréen. Tandis que les églises libérales étaient étroitement surveillées et limitées dans leurs actions (on refusait notamment à leurs membres le droit de voyager à l'étranger), les églises conservatrices proches du régime ont pu profiter d'un environnement favorable à leur développement, tant au niveau national qu'international : Luca, Nathalie, *Le salut par le foot : une ethnologue chez un messie coréen*, Labor et fides, 1997, pp. 32-35.

⁶⁴ Signe que l'intransigeance théologique ne pesait pas aussi lourd que les gains tirés des bonnes relations entretenues avec les gouvernements en place, l'Église du Plein Évangile de Yeouido a encouragé les premières politiques de rapprochement avec la Corée du Nord mises en place par les démocrates à partir de 1998 (Kim, Hui-yeon, *Le Soft power sud-coréen en Asie du Sud-Est. Une théologie de la prospérité en action*, IRASEC, 2018, p. 57-58). « Adaptation modernisée » de l'Église du Plein Évangile, l'Église néopentecôtiste de la Providence a modulé l'idée de confrontation spirituelle avec le Nord communiste selon le contexte historique et les types de fidèles qu'elle ciblait. Fondée en 1980 par Jung Myung-seok (dit JMS), l'Église

Par ailleurs, la posture anticomuniste des églises conservatrices n'a pas toujours abouti à une mise en équivalence entre la Corée du Nord et les forces démoniaques. À mesure que la Corée achevait son décollage économique à la fin des années 1980, le recours à ce type de discours a perdu de son attrait, notamment auprès des nouvelles classes moyennes éduquées des grandes villes⁶⁵.



Vue d'un stand de prédication évangélique à Myeongdeong (Séoul), © Adrian Gasser, décembre 2024.

Au croisement de ces dynamiques historiques et transnationales, Kyubok et Jisun haïssent profondément le communisme dont ils ont une vision démoniaque et caricaturale.

affirme que les « temps meilleurs », autrefois promis aux fidèles par l'Église du Plein Évangile en échange de leurs efforts, sont arrivés. La Corée du Sud, incarnée par Abel, aimé de Dieu, aurait finalement surpassé la Corée du Nord satanique, incarnée par Caïn, en termes économiques. Attirant majoritairement de jeunes étudiantes, l'Église de la Providence employait cette représentation manichéenne pour justifier l'une de ses fonctions principales, à savoir leur intégration dans la vie socioprofessionnelle (JMS leur apprenait notamment à gérer leur argent) : Luca, Nathalie, « Pentecôtismes en Corée », pp. 116-117.

⁶⁵ Les sociologues Kim Hui-yeon et Nathalie Luca relèvent que la mégachurch presbytérienne Onnuri, forme « émotionnellement atténuée » d'une Église pentecôtiste (ce qu'elle n'est plus), a fait le choix d'imiter le modèle des églises presbytériennes occidentales pour séduire les classes supérieures et éduquées. Afin de leur proposer une vie et une identité religieuse « convenables », qui puissent répondre à leurs besoins de se distinguer socialement et d'acquérir une bonne réputation, l'Église Onnuri ne recourt par exemple pas aux pratiques magiques issues du chamanisme. Dans cet esprit, les références à une Corée du Nord « démoniaque » n'ont également pas été employées : Kim, Hui-yeon, « Communalisation religieuse et pluralité nationale : L'accueil des migrants par les Églises protestantes en Corée du Sud », pp. 181-182 ; Luca, Nathalie, *op. cit.*, pp. 110-113.

Préoccupés par l'attrance quasi magnétique que cette idéologie exerce sur des individus aveuglés, selon eux, par les promesses d'égalité sociale, ils considèrent l'idéal rouge comme une véritable religion rivale capable de remplacer le christianisme. Tandis qu'ils portent un regard approbateur et nostalgique sur les figures autoritaires du passé, véritables boucliers salvateurs contre le péril communiste, les milieux protestants évangéliques dont font partie Kyubok et Jisun, exècrent les partis progressistes, qu'ils voient comme l'avant-garde des forces du Mal. Idéalisant une société chrétienne qui serait exempte de conflit et irradiée d'amour, ils reprochent à la gauche de propager des mensonges séduisants et d'instrumentaliser l'émotivité individuelle pour diviser la société, un phénomène que nos interlocuteurs identifient aussi dans d'autres pays développés. Ils abhorrent les revendications LGBT, le féminisme qui oppose les sexes ainsi que l'arrivée des musulmans en Occident, qu'ils voient comme les ferments vénéneux de conflits à venir. Sans l'ombre d'un doute, Kyubok et Jisun se déclarent totalement acquis à la cause de M. Yoon, victime héroïque d'un vaste complot diabolique. Leur lecture de la situation politique n'est pas uniquement conditionnée par une haine bien ancrée du communisme, mais s'appuie sur une interprétation biblique de la trajectoire historique du pays, nourrie par la mémoire historique des persécutions en Corée du Nord.

Sauver la famille du communisme : rencontres avec des presbytériens

Hyerin et Minseo

Bien qu'elles n'adhèrent pas à une lecture eschatologique et démoniaque de l'agitation politique actuelle, Hyerin et Minseo⁶⁶ s'opposent aussi à la destitution de M. Yoon. Joviales et bienveillantes, ces deux trentenaires séoulites sont de ferventes croyantes. Elles pratiquent parfois le culte dans des églises presbytériennes du quartier, mais préfèrent néanmoins prier avec Manshik, leur père, un pasteur qui a fondé une *house church* (« église de maison »)⁶⁷ pour s'abstraire des rivalités internes qui polarisent les grandes institutions

⁶⁶ Prénoms d'emprunt.

⁶⁷ Le terme de *house church* est utilisé par nos intervenants eux-mêmes pour désigner leur lieu de culte. Située dans l'appartement familial du pasteur Manshik, cette église n'est repérable par aucun signe distinctif extérieur (croix, écriteau, etc.) et ne possède pas de mobilier dédié au culte, pas même un pupitre de prédication. L'agencement sobre, fonctionnel et intimiste de l'église reflète la volonté de Manshik de se rapprocher des formes de religiosité qu'il perçoit comme étant « originelles », c'est-à-dire vécues au sein d'une petite communauté chrétienne peu hiérarchisée. Manshik a par ailleurs appelé son Église *The Way* (« le Chemin ») en référence directe aux premières congrégations chrétiennes décrites par la Bible. L'ouverture d'une « église de maison » par des presbytériens peut a priori étonner, dans la mesure où ce type d'organisation religieuse est surtout utilisé par les églises pentecôtistes (comme l'Église du Plein Évangile de Yeouido) en Asie du Sud-est comme première étape du processus d'évangélisation (Kim, Hui-yeon, *Le Soft power sud-coréen en Asie du Sud-Est. Une théologie de la prospérité en action*, pp. 61-62). L'Église *The Way* témoigne sans doute des dynamiques d'imitation et d'enchevêtrement théologiques et organisationnels au sein du protestantisme sud-coréen.

religieuses du pays. Depuis près de cinq ans, Hyerin et Minseo versent dans le révisionnisme historique et le conservatisme, désenchantées par le récent « tournant communiste » du Parti démocrate, incompatible avec leur vision de la famille traditionnelle.

Si les deux jeunes femmes ont longtemps adhéré aux idées du Parti démocrate ainsi qu'à ses valeurs égalitaristes et redistributives, la crise du coronavirus les a fait basculer dans le camp opposé. Persuadées que ce virus n'était pas plus létal qu'une grippe bénigne, elles ont été déconcertées par les programmes de confinement et de vaccination mis en place par le gouvernement démocrate de Moon. À l'instar des milieux évangéliques conservateurs, qui s'étaient massivement rassemblés en 2020 pour réclamer la démission du gouvernement⁶⁸, Hyerin et Minseo ont vu dans l'interdiction de tenir des cérémonies religieuses une atteinte grave à la liberté de religion. Pour elles, l'instauration de l'état d'urgence sanitaire dans le pays marquait une transition vers une ère de surveillance, de contrôle et de désinformation étatique : « C'est devenu comme en Corée du Nord ! Moon Jae-in et Lee Jae-myung cherchent à nous imposer le communisme. » À l'instar de Kyubok et de Jisun, les deux jeunes femmes établissent un parallèle entre le communisme et l'interventionnisme étatique, voyant dans toute politique publique excessivement généreuse ou intrusive les germes d'un basculement fatal : « Les démocrates donnent trop facilement des aides aux jeunes Coréens et, de ce fait, ces derniers sont devenus paresseux et ne veulent plus travailler. Notre pays est devenu comme la Chine. »

Par la suite, leurs soupçons à l'égard des démocrates ont été renforcés par la tentative de rapprochement diplomatique de M. Moon avec Kim Jong-un lors des sommets intercoréens de 2018, qui se sont soldés par un échec, un regain de tensions à la frontière, ainsi que par une remise en question de la capacité du Parti démocrate à assurer la sécurité nationale. Cette perte de confiance dans les institutions politiques se traduit, chez les deux jeunes femmes, en une méfiance à l'égard des discours et du système de valeurs des démocrates. Signe de leur défiance profonde, elles se sont progressivement éloignées de l'histoire *minjung* en vogue dans les écoles publiques depuis l'avènement de la démocratie, qu'elles jugent trop critique à l'égard de la période autoritaire. À leur grand regret, « l'histoire qu'on enseigne à l'école ne mentionne pas les bons côtés de la période autoritaire, comme la croissance économique et l'ordre. » Comme beaucoup de Coréens conservateurs, elles ont adoré le film *The Birth of Korea* (2024), qui raconte avec héroïsme et fierté la présidence du presbytérien Syngman Rhee, mais qui omet de mentionner son caractère belliqueux ainsi que son usage discrétionnaire de la torture pour museler les contestations. Flirtant avec une nostalgie autoritaire, elles considèrent qu'un homme fort, garantissant ordre et sécurité, serait la meilleure solution pour sortir la Corée du Sud de l'agitation politique.

⁶⁸ Kang, In-cheol, art. cit.

Mis bout à bout, les différents événements biographiques qui structurent l'itinéraire des protestants conservateurs que nous avons rencontrés en Corée, entrent en résonance avec les discours des médias de droite et se chargent d'un récit de trahison et de fraude antidémocratique. Perdant confiance dans le Parti démocrate et les médias traditionnels, Hyerin et Minseo sont désormais convaincues que M. Yoon est victime d'un complot orchestré par la gauche. Bien que leurs parcours personnels nous permettent d'identifier une série de circonstances et d'événements susceptibles d'avoir transformé les opinions politiques des Coréens qui ont été convaincus par les récits de la droite conservatrice, leurs histoires nous incitent à faire preuve de prudence et à éviter une lecture téléologique de ces trajectoires biographiques. Si Minseo se déclare fermement persuadée de l'innocence du président, Hyerin, quant à elle, admet être dépassée par les événements et concède ne pas totalement adhérer à sa cause. Sceptique et méfiante envers les discours actuels, elle s'informe constamment auprès de médias aux lignes éditoriales variées, y compris pro-démocrates. Rien ne nous permet de présumer que leur adhésion au conservatisme est inéluctable, encore moins définitive.

Manshik et Juwon

Contrairement à ses filles, le pasteur Manshik et son collègue Juwon⁶⁹, autrefois commandant d'une unité de chars d'assaut, se refusent à prendre parti politiquement. Pour eux, comme pour leurs amis présents lors de cette rencontre, l'essentiel est ailleurs. Ils expliquent que l'agitation autour du président n'est propice ni au discernement ni au raisonnement, les insultes et le bruit qui fusent de part et d'autre de l'échiquier politique empêchent les individus d'avoir une vision claire et cohérente. Leur appel à mener une vie méditative, sereine et détachée du jeu politique contraste avec la posture plus proactive et engagée d'autres presbytériens, à l'instar de celle de leurs filles. Bien que l'on manque d'études statistiques pour généraliser cette hypothèse à l'ensemble des presbytériens, les préférences politiques au sein du milieu sont probablement marquées par des effets générationnels. D'un côté, les entretiens menés avec les pasteurs de la génération du baby-boom (1955-1963) qui, de leur vivant, ont connu la dictature, suggèrent que leur désir de transformation religieuse et conservatrice de la société s'exprime à l'intérieur du cadre démocratique, et non en dehors. De l'autre côté, les protestants de la génération Y (1980-1995), tous nés au début de la période démocratique, se montrent plus prompts à souhaiter la reprise en main du pays par un homme providentiel. Autrefois électeurs réguliers du Parti démocrate, le parcours de ces trois protestants illustre l'émergence de pratiques dites de *swing vote* parmi les milléniaux coréens. Désabusés par les scandales de corruption qui touchent les deux bords politiques, un tiers des électeurs de cette génération accorderait

⁶⁹ Prénoms d'emprunt.

plus facilement leur voix aux candidats perçus comme étant « honnêtes » qu'à ceux appartenant à leur parti habituel⁷⁰.

Cependant, la neutralité de Manshik et Juwon à l'égard du coup de force de M. Yoon ne les exempte pas d'une certaine défiance envers le Parti démocrate, alimentée tant par leur vision chrétienne de la société que par les effets de proximité avec les doctrines évangéliques. Comme beaucoup de protestants, Manshik et sa famille ressentent un fort sentiment de discrimination à leur égard, convaincus que la gauche et les athées du pays cherchent à les éliminer progressivement. D'un point de vue sociologique, le rapprochement des Églises protestantes avec les régimes autoritaires, puis conservateurs, a eu des répercussions notables sur les représentations collectives dans le pays. Bien que les paroisses protestantes rassemblent aujourd'hui plus de 8,5 millions de Sud-Coréens (17 % de la population), elles sont associées par le reste de la population à la dictature, à l'intolérance, au népotisme et au prosélytisme agressif⁷¹. Affligés par ces critiques incessantes, Manshik et ses proches se perçoivent comme une minorité martyrisée et menacée jusque dans le cœur de leur foi.

Avec sincérité et préoccupation, le pasteur explique que la gauche et le communisme représentent un danger existentiel pour la société, car ils s'attaqueraient à « la famille », qu'il considère comme son unité fondamentale : « La gauche encourage l'homosexualité et la transidentité. Elle l'enseigne aux enfants dès leur plus jeune âge, et cela les influence de manière négative. » Inquiets face à la baisse vertigineuse de la natalité⁷² et à l'érosion de la « famille traditionnelle », ils considèrent la sexualité non hétéronormative et les relations

⁷⁰ Seo, Hannah Heewon, « Voting Preferences in the 2024 South Korean Legislative Election », *Australian Institute of International Affairs*, 12 février 2024.

⁷¹ À l'inverse de l'Église catholique, haut lieu de la contestation démocratique à la fin du XXe siècle, le protestantisme a entretenu des affinités électives avec la politique interventionniste, industrielle et répressive des régimes autoritaires : *Geneva Graduate Institute*, « Religion, migration et politique en Corée du Sud | Entretien avec Hui-Yeon Kim », YouTube, mis en ligne par Geneva Graduate Institute, 8 décembre 2023, https://www.youtube.com/watch?v=4ef8RUiGTz4&ab_channel=GenevaGraduateInstitute.

⁷² Après des décennies de croissance économique et démographique fulgurantes, la Corée du Sud est confrontée à une chute de son taux de natalité (0,8 enfant par femme en 2024), aujourd'hui le plus bas des pays membres de l'OCDE. Selon les prévisions, le pays pourrait passer de 51 millions à 26 millions d'habitants d'ici la fin du siècle. Bien que le gouvernement de Yoon ait décrété « un état d'urgence démographique » et instauré des politiques natalistes, ces dernières se heurtent à la résistance des jeunes Sud-Coréennes, de plus en plus nombreuses à refuser d'enfanter, de se marier et d'avoir des relations sexuelles avec les hommes. Due en partie à des facteurs indirects (rythme de travail soutenu, célibat, pénurie de logements, etc.), la baisse de la natalité refléterait également une « révolution silencieuse » menée par de nombreuses jeunes femmes en réaction aux inégalités de genre (notamment professionnelles), aux normes confucéennes et à des formes répandues de violences à caractère sexuel (féminicides, *deepfakes* pornographiques, caméras cachées dans les toilettes pour femmes : Falleti, Sébastien, « Corée du Sud, le pays qui ne veut plus d'enfants », *Le Figaro*, 2 octobre 2024.

hors mariage comme des péchés. Convaincus que les personnes homosexuelles finiront en enfer, les membres de la famille prient pour leur salut.

S'ils invoquent la Bible — notamment le récit biblique de Sodome et Gomorrhe — pour justifier leur opposition à l'homosexualité, leur posture reflète sans doute l'apparition récente d'une figure repoussoir dans le champ politique coréen, celle de « l'homosexuel de gauche favorable à la Corée du Nord ». Cette figure, élaborée en 2013 par la droite et les Églises conservatrices opposées à une proposition de loi-cadre anti-discrimination portée par les démocrates, associe de manière politiquement stigmatisante les minorités sexuelles aux courants progressistes. Présenté comme une étape nécessaire pour « conformer le pays aux normes globales », ce texte prévoyait d'interdire toute forme d'exclusion sociale des minorités religieuses et sexuelles dans le pays. Craignant que la loi n'ouvre la voie à la légalisation du mariage homosexuel, perçu comme contraire à la volonté divine et à la loi naturelle, une coalition d'églises protestantes est parvenue à rassembler des centaines de milliers d'opposants sur le boulevard Sejong le 27 octobre 2024⁷³. Si la posture des autorités ecclésiales témoigne d'un certain degré de parenté théologique avec la droite évangélique états-unienne, avec laquelle elles partagent les « logiques intrinsèques de la foi », elle découle également d'une rationalité politique dans la mesure où la loi pourrait éroder leur capacité à contrôler l'accès à leurs institutions éducatives privées⁷⁴.

Minho

Rencontré dans un tea-room de Sadang, quartier populaire des faubourgs de Séoul, le pasteur Minho⁷⁵ détaille avec minutie les innombrables égarements de ses coreligionnaires. Ce pasteur presbytérien de tendance calviniste est affilié à une petite Église du quartier⁷⁶. Lors de notre entrevue, il nous a confié avoir deux buts dans l'existence : étudier la Bible et évangéliser un maximum d'individus. Persuadé que l'Europe « est malade » en raison de l'attitude conciliante et inclusive des paroisses réformées, Minho a appris le français et enchaîné les missions de conversion en France. Avec fierté, il nous a raconté avoir participé

⁷³ Yoon, Min-sik, « '1 million' Christians join anti-LGBTQ+ marriage rally », *The Korea Herald*, 28 octobre 2024.

⁷⁴ Proposé par le président Roh Moo-hyun en 2007, le projet de loi anti-discrimination a suscité une forte opposition de la part du Parti conservateur et des églises protestantes de droite, ce qui a finalement conduit à plusieurs abandons du texte depuis 2013. Parmi les groupes de détracteurs du projet, des Coréens non religieux reprochent au Parti démocrate de sanctuariser le principe du « politiquement correct » (PC 주의), selon eux « culturellement occidental » et susceptible de limiter les droits de la majorité. Voir notamment : Kim, Hui-yeon, « Communalisation religieuse et pluralité nationale : L'accueil des migrants par les Églises protestantes en Corée du Sud », p. 180 ; *Asian Boss*, « Why South Korea Refuses To Go 'Woke' (Anti-Discrimination Bill Explained) », YouTube, mis en ligne par Moon Channel, 20 décembre 2024, https://www.youtube.com/watch?v=7BZRxbwFQU&ab_channel=AsianBoss, consulté le 7 août 2025.

⁷⁵ Prénom d'emprunt.

⁷⁶ *Seoul Gangnam Gyohoe* (서울강남교회), (sknchurch.org), consulté le 16 février 2025.

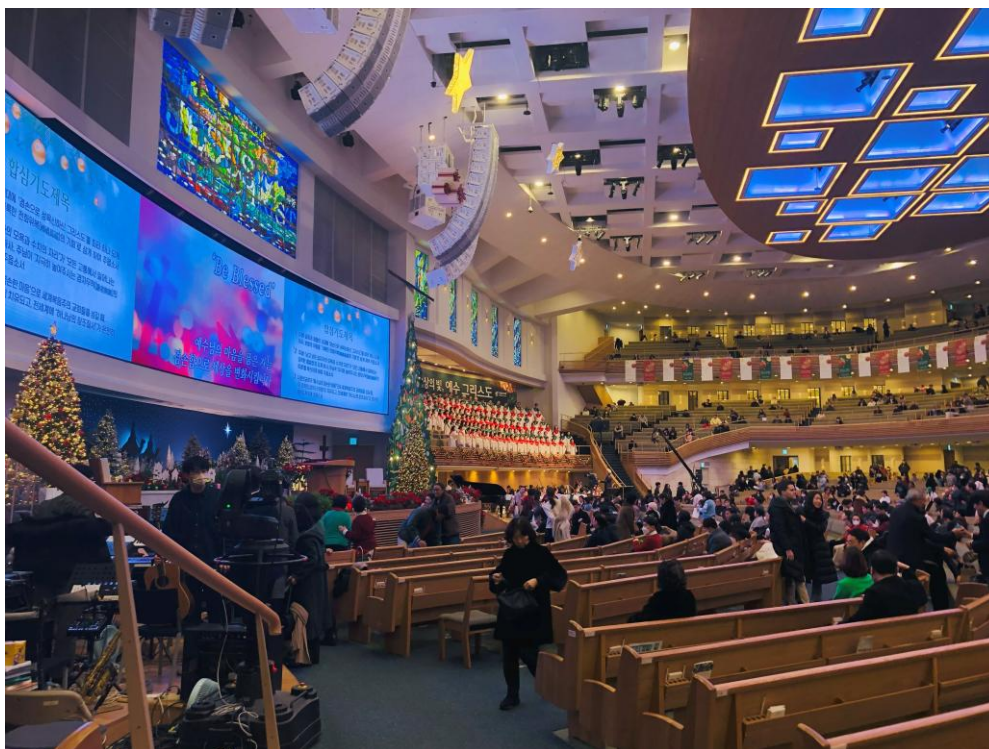
aux manifestations contre la loi anti-discrimination : « Si nous autorisons le mariage des homosexuels, ce sera le Déluge ! Après cela, des choses graves et antichrétiennes surviendront, comme la nomination de femmes pasteurs. La Corée deviendra comme Sodome et Gomorrhe. » Indépendamment de leur génération, de leur attachement à M. Yoon et de leur adhésion aux thèses complotistes, tous nos interlocuteurs ont reproché à la gauche de saper les fondations de la société en encourageant l'homosexualité. Notre enquête suggère en effet l'existence d'un dénominateur commun parmi les presbytériens et les évangéliques, à savoir une conception conservatrice des normes familiales et sexuelles qui s'exprime, de manière dominante, selon un mode d'opposition aux pratiques non hétérosexuelles.

Bien qu'il considère l'homosexualité comme un péril sociétal, Minho n'établit toutefois pas de lien de causalité entre les pratiques sexuelles homoérotiques et le communisme. Attaché aux principes démocratiques, le pasteur considère que M. Yoon a instauré la loi martiale sur la base de justifications fallacieuses. Il dénonce ses dérives « anticonstitutionnelles » et son ambition personnelle, et espérait qu'il serait définitivement destitué en 2025. Cet échange avec M. Minho nous rappelle que, si le paysage presbytérien entretient de fortes affinités électives avec la droite, il demeure toutefois fragmenté par des modes d'action et des orientations politiques plurielles⁷⁷. En attestent le cas emblématique de la Korean Christian Presbyterian Church (PCK), une Église démocrate favorable aux droits LGBT, ainsi que la neutralité exprimée par les principales *mégachurches* par rapport à l'escalade autoritaire de M. Yoon. Bien que conservatrices en matière de mœurs sociales et sexuelles, Onnuri et Sarang⁷⁸ se sont abstenues de commenter la crise politique sur leurs canaux de communication. Se limitant à des prières collectives pour un retour rapide à la

⁷⁷ Notons que cette remarque s'applique également aux communautés religieuses de tendances progressistes, à l'image des catholiques. Lors de notre enquête à Séoul, la sœur Han Yeo-rim (Congrégation des Sœurs de la Charité de Nevers) m'a confié que l'Église catholique, bien qu'officiellement favorable à la destitution de Yoon Seok-yeol, était en réalité divisée entre des religieux progressistes et certains évêques conservateurs (Entretien, 3 janvier 2025).

⁷⁸ Lors du culte dominical, le révérend Jung-hyun Oh (Église Sarang) a prié pour que la paix et la stabilité reviennent en Corée sans prendre pour autant position par rapport à M. Yoon, qu'il n'a par ailleurs jamais nommé explicitement lors du sermon. Le pasteur impute la crise à la nature « émotive » et « impulsive des Coréens, un raisonnement culturaliste qu'il mobilise pour rappeler l'importance de la religion à ses fidèles. Par extension, le pasteur opère une distinction entre les Coréens non chrétiens, irrationnels et belliqueux, et les chrétiens, éclairés et pacificateurs. Ainsi, le cas de l'Église Sarang met en lumière le rôle joué par le religieux dans la fabrication des identités et des classes sociales, qui s'exprime ici dans la constitution d'un groupe séparé symboliquement des autres par une conscience de supériorité morale (Note de terrain, 22 décembre 2024). Un enregistrement du culte est accessible sur la page YouTube de l'Église (en coréen) : *Sarang-ui Gyohoe* (사랑의교회), « Hamkke Yesunim-ui ma-eumeul pum-eupsida – Oh Jeong-hyeon, damimmoksa (함께 예수님의 마음을 품읍시다 – 오정현, 담임목사) », YouTube, mis en ligne par Sarang-ui Gyohoe, 22 décembre 2024, https://www.youtube.com/watch?v=mZL1DGWkMUI&ab_channel=%EC%82%AC%EB%9E%91%EC%9D%98%EA%B5%90%ED%9A%8C, consulté le 7 août 2025.

stabilité, elles ont également choisi de ne pas appeler leurs fidèles à aller manifester. Si elle marque leur attachement au système démocratique, la tiédeur de ces clergés révèle aussi leur embarras, sinon leurs craintes, de s'aliéner certains segments de leurs fidèles.



Vue intérieure de la nef principale de l'Église Sarang un jour de sermon (Séoul), © Adrian Gasser, décembre 2024.

Une péninsule sans cesse divisée

À l'instar d'autres pays utilisant un mode de scrutin majoritaire, tels que les États-Unis ou le Royaume-Uni, les partis politiques sud-coréens sont davantage enclins à percevoir la politique comme un jeu à somme nulle, articulé sur la confrontation plutôt que le consensus. Tandis que les scandales médiatisés et les campagnes de diffamation s'enchaînent, le pouvoir politique passe d'une main à une autre, au gré d'une alternance immuable. Le Parti démocrate coréen participe pleinement à ce cycle. Comme les conservateurs, il traîne lui aussi ses casseroles, notamment des affaires de corruption impliquant les plus hauts niveaux de l'État. Parmi les affaires récentes, l'actuel président Lee Jae-myung (élu en juin 2025) est soupçonné d'avoir favorisé des promoteurs immobiliers privés à Seongnam, ville dont il a été maire de 2010 à 2018. Dans le cadre des enquêtes judiciaires portant sur ces cas avérés de corruption, quatre anciens collaborateurs de M. Lee se sont suicidés ou sont décédés dans des circonstances suspectes, alimentant ainsi les controverses et les débats sur son implication réelle. Si les journalistes mettent volontiers

en avant le parcours exceptionnel de Lee Jae-myung (fils d'ouvrier souffrant de handicaps physiques, ayant gravi une à une les marches du pouvoir malgré ses origines modestes pour devenir un défenseur de l'égalité)⁷⁹, l'actuel président n'en reste pas moins inculpé pour plusieurs infractions pénales, telles que la violation de la loi électorale, la subornation de témoin, le détournement de fonds publics et le transfert illégal d'argent vers la Corée du Nord. Principale figure de la résistance à la loi martiale instaurée par M. Yoon, Lee Jae-myung a temporairement obtenu la suspension de l'ensemble des procédures judiciaires engagées contre lui, grâce à l'immunité présidentielle dont il bénéficie désormais⁸⁰. L'ensemble de ces affaires fait de l'actuel chef de l'État une personnalité clivante, vraisemblablement peu à même de réconcilier les électeurs conservateurs avec le Parti démocrate. Interrogée à ce sujet au lendemain des élections, Hyerin s'emporte : « c'est un véritable gangster, qui trouvera toujours un moyen de s'en sortir et d'échapper à la justice. »⁸¹

En 2022, l'élection de M. Yoon à la présidence avait été largement facilitée par la piètre image du Parti démocrate, alors déjà perçu comme une formation d'hypocrites dissimulés derrière le masque de la vertu. En exploitant les mêmes ressorts que les mouvements populistes italien (*Vaffanculo* en 2007) et brésilien (*Lava Jato* en 2014), M. Yoon avait habilement tiré parti des déboires d'une classe politique tenue pour corrompue afin d'accéder au pouvoir. Procureur de carrière, il avait su rallier les électeurs en s'érigeant en parangon de probité et d'incorruptibilité, une réputation renforcée par le rôle clé qu'il avait joué dans plusieurs procès anticorruption, notamment celui de Mme Park en 2016. L'aura de Yoon Seok-yeol avait paradoxalement aussi été renforcée par son éviction controversée du ministère de la Justice en 2019, une décision perçue par beaucoup comme une sanction politique. Nommé procureur général par le président démocrate Moon Jae-in, M. Yoon avait été mystérieusement écarté de son poste après avoir mis en examen le ministre de la Justice, M. Cho Kuk, pour des cas avérés de népotisme. L'affaire avait alors profondément écorné la popularité des démocrates, ce qui s'était traduit dans les urnes. Trois ans plus tard, en 2022, M. Yoon remportait l'élection présidentielle face à Lee Jae-myung, avant d'être lui-même rattrapé par une série de scandales, dont la gravité demeure toutefois sans commune mesure avec l'instauration de la loi martiale. Avec la récente élection de M. Lee, le cycle de la politique sud-coréenne semble se perpétuer, érodant toujours davantage la confiance d'une population de plus en plus désabusée.

Selon une enquête menée par le Pew Research Center, la satisfaction des Coréens à l'égard du fonctionnement de leur système démocratique a chuté de 53 % à 38 % entre 2019

⁷⁹ Kim, Arin, « Lee Jae-myung's power play: Outsider's climb to top », *The Korea Herald*, 4 juin 2025.

⁸⁰ Lee, See-jin, « Constitutional complaint filed against suspension of Lee Jae-myung's criminal trials », *The Korea Herald*, 11 juin 2025.

⁸¹ Note de terrain, 5 juin 2025.

et 2023⁸². Depuis la destitution de Mme Park en 2016, le ressentiment à l'égard d'une caste politique perçue comme « corrompue » et « intéressée » ne cesse de croître, et la Corée du Sud semble désormais réunir les ingrédients qui ont contribué aux victoires de formations populistes en Italie, au Brésil, en Argentine ou encore aux États-Unis⁸³. Comme dans ces pays, la montée des théories complotistes et le rejet des élites y sont indissociables de préoccupations matérielles tangibles, comme la pénurie de logements, le chômage des jeunes⁸⁴ et la stagnation des salaires⁸⁵. Désenchantés par des dirigeants considérés comme déconnectés de leurs défis quotidiens, les Coréens sont de plus en plus nombreux à rêver d'une restauration autoritaire, économiquement libérale, voire à un renouveau religieux. Signe de cette évolution, 35 % d'entre eux se disaient favorables, en 2023, à l'idée de confier l'ensemble des pouvoirs à un dirigeant fort, contre 23 % en 2017⁸⁶. Si elle parvenait à être fédérée autour d'une figure mobilisatrice, cette colère à l'égard des élites pourrait servir de tremplin à un nouveau parti politique structuré autour d'un agenda antisystème. Aucun parti existant ne semble encore avoir trouvé la formule pour briser le duopole démocrate-conservateur. Un temps perçu comme une alternative prometteuse, le Parti Reconstruire la Corée, fondé en 2024 par l'ancien ministre de la Justice Cho Kuk, n'a obtenu que douze des trois cents sièges du Parlement⁸⁷. Compte tenu des enseignements tirés lors de notre enquête et des sondages d'opinion, qui témoignent du renforcement des partis conservateurs et démocrates⁸⁸, la Corée semble plutôt se bipolariser autour de deux

⁸² Wike, Richard, et coll., « Representative Democracy Remains a Popular Ideal, but People Around the World Are Critical of How It's Working », *Pew Research Center*, 28 février 2024, p. 55.

⁸³ Da Empoli, Giuliano, *Les ingénieurs du chaos*, Éditions Gallimard, 2019.

⁸⁴ Atteignant en 2016 un pic de 9,7 % parmi les Coréens âgés de 15 à 29 ans, le taux de chômage a continuellement baissé jusqu'à atteindre 5,9 % en 2024. Au niveau sociétal, le chômage des jeunes demeure toutefois un sujet de préoccupation au sein de la société : Yoon, L., « Unemployment rate of people aged 15 to 29 years old in South Korea from 2000 to 2024 », *Statista*, 11 février 2025, <https://www.statista.com/statistics/949066/south-korea-unemployment-by-age-group/>, consulté le 25 mai 2025.

⁸⁵ Rocca, Nicolas, « En Corée du Sud, la crise immobilière à tous les étages », *Le Monde Diplomatique*, février 2022.

⁸⁶ Wike, Richard, et coll., *op. cit.*, p. 12.

⁸⁷ Bien que ce score relativement faible ait permis au Parti Reconstruire la Corée de devenir un levier de l'opposition démocrate, les déboires judiciaires et les soupçons de corruption autour de la personnalité de Cho Kuk (condamné à deux ans de prison en décembre 2024) ont sans doute condamné les objectifs de conquêtes électorales du parti. Voir notamment : Fioretti, Célio, « En Corée du Sud, les électeurs en colère tentés par une troisième voie », *La Croix*, 9 avril 2024 ; « Top court confirms 2-year prison term for minor opposition leader Cho Kuk », *The Korea Times*, 12 décembre 2024.

⁸⁸ Selon le *Korea Times*, M. Yoon et le Parti conservateur auraient vu leur cote de popularité augmenter entre le 3 décembre 2024 (date de l'instauration de la loi martiale) et le 3 janvier 2025, passant respectivement de 30 à 40 % et de 30,6 à 34,4 % en termes de taux d'approbation. Le Parti démocrate, quant à lui, stagne à 45 % pour la même période (Jung, Min-ho, « Why is Yoon's approval rating rebounding? », *The Korea Times*, 6

conceptions distinctes de l'ordre moral et social. Dans ce contexte, seule la convergence de réformes structurelles, comme l'adoption d'un mode de représentation proportionnelle, la réduction des inégalités socio-économiques ou l'élaboration d'un récit historique axé sur la réconciliation, pourrait atténuer une fracture qui ne cesse de s'approfondir⁸⁹.

Depuis quelque temps, un vent nouveau souffle sur les forces conservatrices. Aux vieux ouvriers grisonnants se sont ajoutés des groupes de jeunes Coréens conservateurs universitaires et croyants, parfois en rupture avec le Parti démocrate et les idéologies progressistes. Mises en avant lors du retour des démocrates au pouvoir en 2017, les politiques visant à réaliser la « justice sociale » et à protéger les minorités ont suscité l'inquiétude de la droite, historiquement attachée à la préservation des libertés individuelles. Elles ont également provoqué l'indignation des milieux protestants, soucieux de préserver un ordre social « naturel », conforme à la volonté divine. Faisant écho à la mobilisation contre le « wokisme » des Églises protestantes anglo-saxonnes de tendance conservatrice, tant les presbytériens que les évangéliques coréens semblent conscients de mener une « guerre culturelle » contre les groupes progressistes⁹⁰. L'émergence de la figure

janvier 2025). Selon un sondage d'opinion préélectoral réalisé par Gallup auprès de 1 004 personnes, Lee Jae-myung était donné gagnant de l'élection avec 49 % des suffrages, contre 35 % pour Kim Moon-soo, le candidat du Parti conservateur. D'après ces projections, les deux principaux partis devaient recueillir à eux seuls 84 % des voix (France 24 avec l'AFP, « Opposition's Lee leading South Korea presidential race: poll », 29 mai 2025). Finalement, le 3 juin 2025, M. Lee a remporté l'élection avec 49,42 % des voix. À rebours des prédictions initiales, ce scrutin a mis en évidence le soutien considérable dont bénéficie encore le Parti conservateur, en dépit des dérives autoritaires de son ancien président. Le score relativement élevé de Kim Moon-soo (41,15 %) en témoigne. Signe que l'adhésion au camp conservateur, loin de s'éroder, est en pleine recomposition (notamment autour des enjeux de genre) le jeune conservateur Lee Jun-seok (Parti de la Réforme) est parvenu à rallier 8,34 % des suffrages, principalement auprès des jeunes hommes coréens. Il convient également de noter que les deux principaux partis ont, à eux seuls, totalisé 90,57 % des voix exprimées : Hwang, Joo-young, « Lee Jun-seok proves potential, but blamed for merger refusal », *The Korea Herald*, 4 juin 2025.

⁸⁹ Des efforts substantiels sont actuellement menés en vue d'aboutir à l'écriture d'une histoire collective transpartisane, pacifiée et qui prenne en compte les diverses facettes du passé de la Corée. À l'instar de pays divisés par leur passé dictatorial, tels que le Chili et le Pérou, le gouvernement sud-coréen s'est doté d'une commission de vérité et de réconciliation en 2005. Mise en place pendant la présidence de M. Roh, la commission enquête sur les atrocités et les massacres commis entre les débuts de la colonisation japonaise et la fin de la période dictatoriale (1910-1993). Plus concrètement, la commission traite plus de 20 000 cas de violence non résolus pour « atténuer les divisions relatives au passé afin d'avancer vers l'unité ». Face à l'ampleur et à la complexité des cas à traiter, la commission a été contrainte de repousser la fin prévue de ses travaux à mai 2025. Pour plus de détails, voir : *Truth and Reconciliation Commission of Korea*, jinsil.go.kr/en, consulté le 23 janvier 2025.

⁹⁰ Notons que ce changement n'est spécifique ni à la Corée ni au religieux. Il s'observe actuellement dans les pays occidentaux et dans les milieux politiques de la gauche radicale et du national-populisme. Si les facultés de sciences sociales et politiques occidentales ont produit de nombreuses recherches consacrées à « la droitisation de la droite » et aux phénomènes de révolutions conservatrices à travers le globe, peu se sont penchées sur les tendances fondamentalistes des mouvements progressistes. Appelant à une analyse sociologique du wokisme (qui désigne les personnes politisées autour de questions d'inégalités sociétales systémiques), Ian Buruma et Olivier Moos relèvent que cette tendance est antilibérale, puritaine, voire fondamentaliste. Reposant sur des concepts à bien des égards infalsifiables (comme la domination du

repoussoir de « l'homosexuel communiste » en 2017, qui résulte de l'imbrication des deux principales menaces aux yeux de la droite et des Églises, respectivement la « peur rouge » et la « peur violette », a scellé leur alliance sur le champ électoral⁹¹.

Lors de l'instauration de la loi martiale le 3 décembre 2024, nous aurions pu anticiper une débâcle de la droite et un afflux d'électeurs vers le Parti démocrate, selon un schéma similaire à celui qui a suivi la destitution de Mme Park. Force est de constater que rien de tel ne se produira cette fois. Preuve que les groupes conservateurs ont tiré les leçons de leur défaite en 2016, leur base électorale s'est solidement reconfigurée autour d'un principe social et religieux jugé non négociable : la défense de la famille traditionnelle. Si les milieux protestants n'ont pas fait corps derrière M. Yoon, révélant sans doute les limites du recours intempestif aux théories complotistes dans une société fortement diplômée⁹², les résultats de notre enquête ont montré que la majorité d'entre eux se rattachent unanimement, bien que de manière nuancée, au Parti conservateur. Confrontés à un monde qu'ils perçoivent comme étant plus complexe et conflictuel, les protestants que nous avons rencontrés ont pallié leur perte de repères par une quête de sens et une redéfinition de leurs systèmes de valeurs. Témoignant de leur agentivité et de leur inscription dans une société plurielle, ils se sont positionnés par rapport à la crise politique en mobilisant une multitude de références collectives, comme la théologie, les théories complotistes, les récits nationalistes ou encore la culture traditionnelle, à travers lesquelles ils ont produit de nouvelles manières de vivre qui se traduisent en préférences politiques. Si la Corée a échappé de justesse à une restauration autoritaire, elle semble désormais s'engouffrer dans une guerre culturelle à l'issue incertaine.

« patriarcat » et le « racisme systémique »), le wokisme aspire à une refonte profonde des structures sociales et politiques, souvent diamétralement opposée aux positions des libéraux et des conservateurs. En cela, il participe pleinement à la polarisation des sociétés : Buruma, Ian, « L'éthique protestante et l'esprit "woke" », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2023 ; Moos, Olivier, et coll., « Olivier Moos : Le wokisme comme post-protestantisme », *Le Regard Libre*, n° 106, 2024, pp. 18-25.

⁹¹ Selon le politologue Jean-François Bayart, le politique et le religieux ne sont pas marqués par l'immiscibilité. Ces ordres s'entremêlent, se coconstruisent et s'hybrident au gré des situations historiques concrètes. Toutefois, ils ne sont pas parfaitement identiques, car chacun est caractérisé par sa propre transcendance et ses propres logiques irréductibles, à l'instar de la croyance en Dieu. S'appuyant sur de nombreux cas empiriques, Jean-François Bayart relève que le fait religieux n'est pas déconnecté du politique ; il constitue au contraire une dimension organique et intime du processus de formation de l'État-nation. Cette relation n'est pas unilatérale, car l'émergence d'un ordre politique différencié a contribué à celle d'un ordre religieux séparé : Zambiras, Ariane, et Jean-François Bayart (dir.), *La cité culturelle : rendre à Dieu ce qui revient à César*, Éditions Karthala, 2015, pp. 155-168.

⁹² Entre 1990 et 2008, la Corée a connu une véritable « fièvre des études ». À cette période, le taux de jeunes Sud-Coréens entrant à l'université est passé de 30 % à 80 %, l'un des taux les plus élevés des pays de l'OCDE : Guex, Samuel, *op. cit.*, p. 241.